ÉDITION DE L'INDRE-ET-LOIRE

www.lepicentre.online

L'ÉPICENTRE

#007
MENSUEL SEPTEMBRE 2020

L'actualité économique et sociétale du Val de Loire ■ Gratuit

37

Dossier spécial

« L'apprentissage »

P16à25

P3

■ 4NRJ, champion régional du dépôt de brevets

P6

■ L'AIHDAC et La Conciergerie Solidaire travaillent main dans la main

P7

© freepik

■ *« Terroirs engagés »* met les sapeurs-pompiers volontaires à l'honneur

P26

© P Nadeau

■ France Design Week Loire Valley vous donne rendez-vous

édito

La rentrée 2020 – comme le reste de l'année – sera à coup-sûr une rentrée pas comme les autres. Masques obligatoires au bureau ? Ancrage et généralisation du télétravail dans certaines entreprises ?

Après une pause estivale attendue où chacun a tenté de retrouver un peu de légèreté, nous voici donc de retour à *« la réalité »*, à essayer de se prémunir au mieux face à la menace d'une deuxième vague de Covid-19.

Rentrée particulière aussi pour les milliers de jeunes qui vont reprendre, après 6 mois d'arrêt pour certains, la route des écoles, facultés ou centres de formation. Quand on sait que chaque année 700 000 jeunes français entrent sur le marché du travail, le choix et la qualité de la formation dispensée sont capitaux. Le chef de l'État a d'ailleurs annoncé vouloir *« faire de notre jeunesse la priorité de la relance »* et a présenté cet été de nouvelles mesures gouvernementales qui viendront appuyer la réforme de l'apprentissage entrée en vigueur en janvier.

Réforme que nous vous détaillons dans notre dossier spécial Apprentissage de ce mois-ci.

Bonne rentrée et bonne lecture !

La rédaction

sommaire

COLLECTIVITÉS & TERRITOIRES

4 Les premiers mots d'Emmanuel Denis, officiellement élu maire de Tours

Conseil métropolitain : Wilfried Schwartz succède à Philippe Briand

ENTREPRISES

12 Simple Maps, l'application de consommation locale éco-citoyenne
L'application qui recense les commerces et services en ajoutant une dimension éco-citoyenne

MOBILITÉ

15 Les petites lignes ferroviaires du quotidien sur la voie du renouveau
La région Centre-Val de Loire et l'État ont signé pour un plan de rénovation de six petites lignes ferroviaires régionales

LE DOSSIER DU MOIS

16 APPRENTISSAGE
La réforme de l'apprentissage est entrée en vigueur en janvier 2020 et bouscule les habitudes dans ce domaine. Explications.

CULTURE / LOISIRS

26 Art, design, spectacles, concerts
l'actualité culturelle de votre département

L'ÉPICENTRE
www.lepicentre.online

Mensuel gratuit
#007
Septembre 2020

Groupama Up/Espace entreprises, 2 avenue de Châteaudun CS1319 - 41013 Blois Cédex • 02 54 74 30 39

- Président
  François Delaisse
- Directrice de la publication
  Delphine Sergheraert
  direction@lepicentre.online
- Relations extérieures
  Philippe Duisit
  06 33 22 43 19
- Contact commercial
  Philippe Massicot
  06 45 76 98 51
  philippe.massicot@lepicentre.online
- Impression
  Imprimerie Baugé, Descartes
- Graphisme
  DCO'M Sabine Virault
  06 83 05 56 51
- Rédacteurs
  Chloé Cartier-Santino, Jean-Claude Derré, Estelle Cuiry, Stéphane De Laage, Bruno Goupille, Juliette Lécureuil, Fernand Piaroux, Laëtitia Piquet

IMPRIM'VERT
PEFC 10-31-1080

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros - Siret 53804876000028 - Dépôt légal à parution - ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

4NRJ, champion régional du dépôt de brevets

Spécialisée dans la conception d'outils et de solutions de maintenance des équipements ferroviaires, 4NRJ figure dans le peloton de tête des entreprises régionales pour le nombre de brevets déposés.

« Notre métier, c'est d'imaginer et concevoir des solutions innovantes pour le contrôle et la maintenance des infrastructures ferroviaires », annonce Benoît Gasselin pour présenter 4NRJ, l'entreprise qu'il a créée en 2008 sur l'aérodrome du Breuil, près de Blois. Imagination, créativité, innovation, les mots sont lâchés pour définir une activité très pointue sur un marché de niche néanmoins convoité par des acteurs sans communes mesures. Face à ces géants, la petite entreprise de 12 salariés, tel David devant Goliath, doit se montrer souple et astucieuse. *« Nous devons concevoir des produits en développant des solutions nouvelles,* explique Benoît Gasselin. *C'est pourquoi l'innovation est au cœur de notre activité ».* Cette stratégie implique de protéger ses créations par une politique de dépôts de brevets pour ne pas être copié et préserver ainsi les lourds investissements en recherche et développement.

4NRJ remplit parfaitement ce cahier des charges en déposant de 5 à 10 brevets par an. Cela lui vaut de figurer dans le *« top ten »* national du classement effectué par l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) dans la catégorie des PME en 2019. *« Avec sept brevets en 2019, nous figurons à la dixième place nationale des PME, à la première place des PME au niveau régional et à la septième place régionale toutes catégories confondues où nous sommes la seule entreprise de notre taille »* précise Benoît Gasselin. La petite société Loire-et-Chérienne peut légitimement s'enorgueillir d'avoir son nom sur le même tableau d'honneur que de grands groupes comme LVMH Recherche, STMicroélectronics ou le BRGM, devant même Thermor et Safran.

L'une des dernières innovations de 4NRJ permet de contrôler l'usure du câble d'une catenaire en affichant les mesures sur une application mobile.

Capteurs de haute précision

Parmi les innovations brevetées de 4NRJ figurent des appareils de mesure de la tension mécanique des câbles de catenaires, ces fils conducteurs aériens qui alimentent en électricité les locomotives. *« Il s'agit de boitiers de haute précision équipés de capteurs mesurant la tension et la température. La connaissance de ces données permet de programmer les interventions de réglage et de maintenance qui augmentent la fiabilité de l'infrastructure ».* Dans le même objectif, 4NRJ a conçu et fabriqué des capteurs contrôlant l'inclinaison et les mouvements des poteaux de soutien des catenaires.

L'une des dernières innovations porte sur un système de contrôle par laser de l'épaisseur du fil de contact de la catenaire à l'aide d'une perche depuis le sol. *« Nous avons développé en parallèle une application qui enregistre les mesures, lesquelles s'affichent sur le téléphone portable de l'opérateur. Le degré d'usure du câble peut ainsi être contrôlé de façon préventive »* poursuit Benoît Gasselin. Le numérique et l'informatique embarquée se généralisent désormais sur l'ensemble des outils élaborés par 4NRJ.

Un nouveau site à la Chaussée-Saint-Victor

En toute logique, le bureau d'études constitue le moteur de l'entreprise qui emploie 12 salariés dont quatre chefs de projet. *« Toute l'entreprise est tournée vers nos clients que sont les grands comptes comme la SNCF, la RATP et les sociétés de tramway mais aussi leurs sous-traitants,* indique Benoît Gasselin. *Nous participons à des salons professionnels mais ce qui compte surtout c'est la présence auprès du client. Nous assurons directement le service après-vente ».*

Sur son marché de niche dont le principal de l'activité porte sur la maintenance des catenaires, 4NRJ développe un chiffre d'affaires en évolution régulière de 15 à 25% au cours des quatre dernières années. Il s'établissait à 3,6 M€ en 2019.

Fort de son succès et de sa progression, 4NRJ a quitté ses anciens locaux trop étroits du Breuil en janvier dernier pour s'installer dans un nouvel espace de 1 300 mètres carrés à la Chaussée-Saint-Victor, à proximité immédiate de l'échangeur autoroutier de Blois.

Sur ce nouveau camp de base, l'entreprise se fixe des objectifs de développement réalistes en visant un chiffre d'affaires de 5 M€ à l'horizon 2022 par la création de nouveaux produits et une ouverture sur l'exportation. Les importants investissements programmés par l'État et les régions pour rénover le réseau ferroviaire ainsi que la généralisation des tramways sont autant de signes positifs pour que 4NRJ reste sur de bons rails.

4NRJ
ZA, 2 rue Albert Calmette
ZA Les Gailletrous
41260 La Chaussée-Saint-Victor

Tél. 02 54 42 05 12
Fax : 02 72 68 62 54

contact@4nrj.com

Les premiers mots d'Emmanuel Denis, officiellement élu maire de Tours

Vendredi 3 juillet, Emmanuel Denis et sa majorité étaient officiellement investis lors d'un conseil municipal d'installation. L'occasion pour le nouveau maire d'évoquer les grandes orientations qui porteront son action, mais aussi ses projets à court terme pour la ville de Tours.

L'émotion était palpable dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Tours, ce premier vendredi de juillet. Et pour cause : si l'écologiste Emmanuel Denis a siégé sur les bancs de l'opposition pendant 6 ans, ce conseil municipal extraordinaire était son premier en tant que maire de Tours. Une fois officiellement investi, c'est sous les applaudissements des spectateurs qu'il s'est avancé vers le micro pour prononcer son premier discours.

Il a d'abord rappelé sa volonté de rassembler, d'être « *le maire de toutes les Tourangelles et tous les Tourangeaux* », qu'importe leurs préférences politiques, leurs origines et leur place dans la société. Succédant à Christophe Bouchet, il a remercié ce dernier d'avoir favorisé la transmission des dossiers entre l'ancienne majorité et la nouvelle, saluant un geste de « *courtoisie républicaine de bon aloi* », apprécié.

Conscient de l'importance des défis à relever et de l'ampleur de

Emmanuel Denis.

la tâche qui lui incombe, il a évoqué les « *difficultés structurelles (…) et conjoncturelles* » auxquelles fait face la ville de Tours, citant l'endettement, l'état des équipements, mais aussi les conséquences économiques et sociales de la crise du Covid-19, qui a durement touché certains secteurs. Avant d'avoir un mot, bien sûr, pour la lutte contre le dérèglement climatique, l'une des raisons d'être de son combat politique.
Sur le thème de la démocratie participative, il a une nouvelle fois montré son engagement en faveur d'une plus grande participation des citoyens à la prise de décision politique. « *Les élus ne peuvent plus faire seuls, mais doivent faire avec : avec les habitants, avec tous les acteurs de la ville* » a-t-il affirmé.

Des premières mesures annoncées dès cet été

À la suite de cet avant-propos, Emmanuel Denis a listé les thématiques qui devaient occuper le conseil municipal durant l'été, et notamment le travail avec les associations pour assurer une aide alimentaire à celles et ceux qui en ont besoin, la mise en place d'un programme de « *vacances apprenantes* » pour les écoliers et écolières de la ville, ou encore le renforcement du dispositif de pistes cyclables transitoires déployé sur la métropole.

Ancrant son discours dans l'actualité, il a ensuite montré qu'il lui importait d'assurer la continuité de la cellule de crise mise en place depuis le début de la crise du Covid-19, citant la possibilité d'accorder « *des aides directes* » pour venir en aide aux entreprises locales, et l'idée d'organiser un festival culturel hors les murs. Objectif ? « *Réenchanter (la) ville* » après la difficile période de confinement.

C'est en évoquant la nécessité de faire un état des lieux financiers, de manière à « *évaluer (les) marges de manoeuvre pour le mandat* », qu'il a clos son discours, laissant place à l'élection des 16 adjoints et 5 adjoints de quartier.

Conseil métropolitain : Wilfried Schwartz succède à Philippe Briand

Réuni le 17 juillet dernier, le premier conseil métropolitain du mandat a été marqué par l'investiture de Wilfried Schwartz, maire de La Riche, comme président de Tours Métropole. Retour sur ce temps fort de la démocratie locale, riche en débats.

C'était un rendez-vous attendu : le passage de relai entre Philippe Briand et Wilfried Schwartz. À cette occasion, 87 élus de l'intercommunalité étaient réunis au sein de la Cité de la création et l'innovation Mame, dont un certain nombre participaient à leur toute première séance. C'est sur des propos liminaires emprunts de nostalgie que celle-ci s'est d'ailleurs ouverte, le maire de Saint-Cyr-sur-Loire évoquant la construction de la métropole comme « *un rêve* ». « *Nous avons réussi (à le réaliser) parce que nous étions unis* », s'est souvenu ce dernier avant de rendre hommage à Jean Germain. Une fois la séance ouverte, le conseil métropolitain a élu son président, moment qui ne s'est pas déroulé tout à fait comme prévu puisque le

nouveau maire de Saint-Pierre-des-Corps Emmanuel François s'est lui aussi porté candidat. « *Je propose de faire naître d'autres alternatives (…) d'apporter fraîcheur et renouveau* », a-t-il alors justifié, précisant qu'il n'avait « *de grief contre personne* ». Un coup de théâtre sans grande conséquence pour l'assemblée – l'édile n'aura remporté que 11 voix –, mais qui a néanmoins valu à l'opposant de dernière minute de perdre sa vice-présidence.
Une fois officiellement élu, Wilfried Schwartz a prononcé ses premiers mots en tant que président de Tours Métropole, affirmant avant toute chose avoir conscience de la charge qui lui était confiée. « *L'émotion et la responsabilité sont les premiers mots qui me viennent* », a-t-il déclaré, énonçant ensuite quelques-uns des projets qui attendent la métropole. Pour clore son discours, il a exprimé aux 87 élus son ambition d'être à leurs côtés pour permettre à cette dernière de relever les défis auxquels elle fait face : « *En toute circonstances, vous pourrez compter sur moi* », a-t-il conclu avant de proposer les candidatures des 20 vice-présidents. C'est au moment de voter l'augmentation du montant des indemnités des élus que l'ambiance s'est à nouveau crispée : l'ex-adjoint Thibault Coulon a en effet dénoncé « *un surcoût annuel de 431 000 €* », ainsi qu'un « *un manque de concertation et de transparence vis-à-vis des citoyens* ». Des débats qui préfiguraient ceux qui ne manqueront pas, au cours des prochaines années, d'animer les séances.

Le salon Zen & Bio revient à Tours du 4 au 6 septembre

Ce salon revient pour la deuxième année au Parc des Expositions de Tours avec 120 exposants, engagés dans le développement durable, l'écologie ou le mieux vivre au naturel.

Quelles sont les alternatives écologiques à mettre en place ? Comment changer les comportements et les modes sains de consommation, favoriser et encourager le local, développer durablement la bio, adopter le zéro déchet ? Telles sont les thématiques qui seront abordées lors des différentes conférences proposées et animées par des experts en leur domaine. Le visiteur pourra y retrouver également des ateliers bien-être, des animations créatives et évidemment un espace de vente organisé en une dizaine de secteurs : de l'alimentation, à l'habitat sain en passant par l'économie sociale et solidaire ou encore les vacances nature.
Salon Zen & Bio du 4 au 6 septembre au Parc des Expositions de Tours.

Infos et contacts :
www.salon-zenetbio.com

INVESTIRE - Les e-rencontres économiques franco-italiennes en Centre-Val de Loire

Deuxième édition également pour les rencontres économiques franco-italiennes, qui auront lieu le mercredi 23 septembre, sous un format virtuel cette fois, COVID oblige. Une démarche initiée par DEV'UP – l'agence de développement économique de la région - qui vise à constituer un collectif d'entrepreneurs, français et italiens, souhaitant se développer des deux côtés des Alpes, à faciliter les échanges commerciaux et technologiques et à apporter aux entrepreneurs un accompagnement adapté à leurs ambitions via un réseau de partenaires reconnus.

Rencontres INVESTIRE lors de l'édition 2019.

Ces rencontres (virtuelles donc pour cette année) sont destinées aux entrepreneurs du Centre-Val de Loire, qui souhaitent s'implanter ou développer leur présence en Italie, ou développer un réseau pour construire de nouveaux projets.

INVESTIRE, les e-rencontres économiques franco-italiennes : lancement en visioconférence le mercredi 23 septembre de 18h à 20h.

Pour s'inscrire :
https://investire.devup-centreval-deloire.fr/

Les Trophées PME RMC pour les entrepreneurs de retour pour une 11e édition

Devenu le 1er concours des PME de France, les Trophées PME RMC sont nés il y a 10 ans dans un contexte de crise économique avec une volonté de valoriser et récompenser le travail des petites et moyennes entreprises qui contribuent au dynamisme de l'économie. Cette 11e édition, et face à une nouvelle crise économique, se veut être un véritable retour aux fondamentaux de ce concours.
Entrepreneurs de tout le pays sont donc invités à s'inscrire dans l'une des 5 catégories : *« artisanale», « créative », « fabriqué en France »,« jeune pousse » et « responsable et durable »*.
À la clé, une campagne publicitaire de 100 000 € brut sur RMC.

Thophées PME RMC.

L'appel à candidature est ouvert jusqu'au 12 octobre 2020.

Infos et inscriptions :
tropheespmermc.com

LE RUBIXCO

bien plus qu'un bureau !

Ouvert depuis le 15 juin 2020

Un Tiers-lieu totem de 665m² qui s'adresse aux entreprises, freelances, télétravailleurs, indépendants, startups ou associations !

#coworking
#incubateur
#bureauprivé
#numérique
#événementiel
#salle de réunion

1,rue Bernard-Maris
37270 Montlouis-sur-Loire

Infos&résa : 02 45 34 09 70 / www.lerubix.co

Propulsé par Touraine-Est Vallées

L'AIHDAC et La Conciergerie Solidaire travaillent main dans la main

C'est un partenariat qui a vu le jour fin 2019 : celui du groupe AIHDAC avec La Conciergerie Solidaire. Récit d'un croisement d'itinéraires entre un acteur du secteur adapté, et un réseau national de conciergeries d'entreprise qui a fait de l'économie sociale et solidaire sa marque de fabrique.

« Ce sont deux milieux qui se rencontrent rarement », témoigne la responsable développement en région Centre Marie Caussignac, au sujet du partenariat entre AIHDAC et La Conciergerie Solidaire. D'un côté, un groupe qui emploie près de 90 % de personnes en situation de handicap, et de l'autre une entreprise d'insertion qui réserve au maximum ses postes à des personnes éloignées de l'emploi. Et si la rencontre a eu lieu, c'est parce que l'idée germait depuis longtemps dans la tête de Céline Bessonnier, directrice générale d'AIHDAC. *« Elle souhaitait diversifier nos activités, et proposer des services en plus de la sous-traitance industrielle »*, raconte Marie Caussignac, ajoutant que si un projet de conciergerie avait bel et bien été évoqué, les fonds faisaient défaut pour le développer. À travers le partenariat avec La Conciergerie Solidaire, le problème a été résolu : tout en restant indépendant, AIHDAC s'appuie sur un réseau et des outils déjà existants pour répondre aux besoins aux entreprises.

© Conciergerie Solidaire

> *« À travers le partenariat avec La Conciergerie Solidaire, le problème a été résolu : tout en restant indépendant, AIHDAC s'appuie sur un réseau et des outils déjà existants pour répondre aux besoins des entreprises »*

Des services clés en main pour les salariés

Faire bénéficier les salariés d'un panel de services pour se décharger des tâches du quotidien, c'est ce que proposent AIHDAC et La Conciergerie Solidaire. De la livraison de courses à la garde d'enfant en passant par le pressing ou l'organisation d'animations citoyennes, le catalogue proposé peut être vaste. *« Nous le créons sur-mesure à la demande du client, en respectant nos valeurs et celles prônées par le réseau de conciergeries »*, explique Marie Caussignac. Pour agir sur le développement du territoire, AIHDAC mobilise donc des prestataires locaux, si possible engagés en faveur du développement durable ou issus de l'économie sociale et solidaire. De quoi permettre aux entreprises qui font appel à l'entreprise adaptée de s'inscrire dans une dynamique RSE, tout en redorant leur marque employeur et en améliorant la qualité de vie au travail de leurs salariés. Si pour l'instant, l'AIHDAC ne référence aucune Conciergerie Solidaire en région Centre, les perspectives sont encourageantes : *« On est en pourparlers avec plusieurs entreprises »* confie la responsable développement, qui souligne que les discussions prennent beaucoup de temps pour la bonne raison que chaque conciergerie est unique. Même volonté de développement pour La Conciergerie Solidaire, qui a créé un laboratoire d'expérimentation à Bordeaux. Sur place se côtoient formation et incubation de nouveaux projets, avec l'objectif de *« développer de nouveaux modèles de conciergerie tout en continuant à faire marcher l'économie sociale et solidaire »*. La preuve que le partenariat avec l'AIHDAC a de beaux jours devant lui.

JL

Conciergerie Solidaire
06 01 46 02 96
conciergerie.aidhac.com
www.conciergerie-solidaire.fr

« *Terroirs engagés* » met les sapeurs-pompiers volontaires à l'honneur

Depuis 2019, le dispositif « Terroirs engagés » valorise auprès du public l'activité des sapeurs-pompiers volontaires. En Indre-et-Loire, le confinement a donné à l'opération un nouveau visage, avec la création – entre autres – d'une épicerie solidaire à la caserne de Tours-Centre pour venir en aide aux plus touchés par la crise sanitaire.

Valoriser l'activité professionnelle de ceux qui prennent sur leur temps pour le donner aux autres, c'est l'ambition qu'avait la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF) au moment de lancer « *Terroirs engagés* ». À travers ce dispositif, les volontaires – qui représentent près de 80 % des sapeurs-pompiers français – voient non seulement leur engagement reconnu, mais aussi leur activité professionnelle : qu'ils soient artisans, producteurs ou entrepreneurs, ils sont recensés au sein d'un annuaire en ligne qui les met à l'honneur par région. En parcourant ce dernier, on apprend notamment que la région Centre-Val de Loire compte dans ses rangs une esthéticienne, une diététicienne, un imprimeur, un vigneron, un électricien, ou encore deux producteurs de fromage, dont le point commun est d'être suffisamment dédiés aux autres pour leur porter assistance pendant leur temps libre.

Grâce à « *Terroirs engagés* », ces professionnels bénéficient d'une plus grande visibilité, et reçoivent un macaron pour rendre visible leur engagement sur leur lieu de travail. Selon le président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers (UDSP) et adjudant-chef Raphaël Lorillou, ce partenariat illustre bien le corporatisme qui caractérise la profession : « *Nous sommes une communauté très solidaire, personne ne doit se retrouver en difficulté* », explique-t-il, avant d'ajouter que si le dispositif a pour objectif premier d'accompagner les sapeurs-pompiers volontaires, il permet aussi aux pompiers professionnels d'en apprendre davantage sur leurs collègues.

L'adjudant-chef Raphaël Lorillou, président de l'UDSP 37.

> *« Si le dispositif a pour objectif premier d'accompagner les sapeurs-pompiers volontaires, il permet aussi aux pompiers professionnels d'en apprendre davantage sur leurs collègues »*

Une épicerie solidaire créée en plein confinement

C'est au moment où tout est ralenti, pendant la période de confinement qui contraint les Français à rester chez eux, que naît un nouveau projet : une épicerie solidaire, par et pour les sapeurs-pompiers. « *Comme nous avions moins d'interventions, nous avons eu le temps de réfléchir à un moyen d'aider les plus fragilisés* », se souvient Raphaël Lorillou. Très vite, un système de commandes groupées auprès des sapeurs-pompiers volontaires est mis en place. Chaque semaine, charcuterie, fromage et produits d'épicerie dont les producteurs et distributeurs subissent la crise de plein fouet, sont livrés à la caserne de Tours-Centre avant d'être distribués. « *De quelques produits dans un réfrigérateur, on est passé à plus de 40 commandes par semaine* », raconte l'adjudant-chef, heureux d'avoir pu contribuer à soutenir l'activité de ses collègues. Si quelques petites choses ont changé – l'UDSP a notamment investi dans un frigo –, l'esprit de débrouille et d'entraide est toujours là… Et les victuailles aussi ! JL

TERROIRS ENGAGÉS
SAPEURS POMPIERS
DE FRANCE

APF Entreprises au service du recyclage des compteurs

Alors qu'un million de foyers sont déjà équipés du compteur Linky déployé par Enedis depuis 2015 en région Centre-Val de Loire, APF Entreprises Tours procède au recyclage des compteurs déposés. Reportage au sein d'une entreprise adaptée qui emploie 90 salariés en situation de handicap sur 115, où insertion professionnelle rime avant tout avec engagement et qualité de service.

Chaque semaine, ce sont deux semi-remorques qui déchargent leur cargaison d'appareils de mesure sur le parking du site tourangeau d'APF Entreprises. Des petites boîtes en provenance de toute la région, mais aussi de ses voisines – Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine –, prêtes à être revalorisées au sein de filières agréées françaises et européennes. À la manœuvre, une quinzaine de salariés qui assurent le démantèlement, séparant et triant les différentes pièces. « *Le démontage est une étape importante car le coeur contient des matériaux nobles* », explique le directeur du site Bernard Laurent, soulignant au passage l'engagement hors-norme de ses collaborateurs. « *Pendant le confinement, plusieurs salariés au chômage partiel se sont inquiétés de la date de reprise… Ils voulaient continuer à honorer notre partenariat avec Enedis* », raconte-t-il. Et côté Enedis justement, on s'y retrouve. Si le directeur territorial Jean-François Thiel est satisfait de la qualité du service fourni, il l'est aussi de la volonté de bien faire qui anime

les salariés. « *C'est la cerise sur le gâteau* », confie-t-il, estimant que confier ces activités – APF intervient sur le démantèlement des compteurs déposés, mais emploie aussi une quarantaine de personnes pour assurer le SAV des compteurs Linky – au secteur adapté fait partie de l'ADN d'Enedis en tant qu'entreprise publique.

Changer le regard sur le handicap

Pour le responsable commercial d'APF Entreprises Cyril Durand, ce partenariat fructueux avec Enedis illustre l'urgence de démystifier le handicap au sein du monde professionnel. « *Il y a encore des entreprises qui s'imaginent que les personnes en situation de handicap sont inemployables… Alors que pour la plupart, leur handicap est invisible* ». Et c'est Philippe, opérateur tests logiciels, qui en parle le mieux : « *J'étais élagueur et j'ai fait une mauvaise chute* », raconte pudiquement celui qui officie désormais au sein du laboratoire de tests fonctionnels et métrologiques où est effectué le SAV. Comme quoi les collaborateurs d'APF Entreprises, malgré leur parcours de vie mouvementé pour certains, sont des professionnels comme les autres.

Berger-Levrault poursuit le développement de Neolink

Créée en 2012 à Blois, la start-up Neolink est notamment à l'origine de la plateforme JobTouraine qui permet de faire le lien entre l'offre et la demande locale et apporte des solutions concrètes pour favoriser l'emploi en Touraine. Fin 2019, l'entreprise a été rachetée par le groupe Berger-Levrault qui continue à développer ses activités.

La startup Neolink a été créée en 2012 dans les quartiers Nord de Blois par Akli Brahimi. Une entreprise fondée sur des valeurs mutualistes et humanistes, de solidarité intergénérationnelle. Il a démarré avec huit salariés aux profils atypiques pour leur redonner confiance et montrer que l'on peut développer une activité économique dans la ZUP. Neolink a créé la première plateforme Job 41 en 2017, outil de mise en relation d'allocataires du RSA avec des recruteurs qui se déploie maintenant partout en France, dans 30 départements, dont en Touraine avec la plateforme JobTouraine. Aujourd'hui, Neolink a triplé sa surface et compte 32 salariés. Fin 2019, Akli Brahimi a vendu son entreprise à Berger-Levrault, éditeur de logiciels de gestion (1 700 salariés). Depuis février 2020, c'est Guy Beaudet qui en est le directeur général délégué. Il était directeur de la stratégie chez Berger-Levrault depuis près de douze ans. « *Aujourd'hui, notre activité est encore à plus de 50 % dans l'édition de logiciels de gestion pour les collectivités territoriales, nous avons aussi*

Guy Beaudet, directeur général délégué de Neolink.

un volet médico-social avec des solutions logicielles pour les métiers de la santé et les Ehpad », explique-t-il avant de poursuivre : « *Nous faisons le lien de l'administration vers les citoyens pour toutes les démarches en ligne, nous faisons aussi du business to business et Neolink qui est un générateur de plateformes dans différents secteurs fait du citoyen to citoyen, un concept fondamental dans le monde actuel* ». Ce rachat est donc un atout complémentaire pour le groupe et va permettre à Neolink de poursuivre le développement de sa plateforme NeoJob mais aussi de NeoGestion qui permet de réaliser un diagnostic socio-professionnel complet des allocataires du RSA. Et un nouveau dispositif pour les régions a été lancé : NeoFormation. « *Il s'agit de permettre à toutes les personnes qui cherchent une formation professionnelle qualifiante de trouver un organisme de formation financé par la région* », précise Guy Beaudet. Berger-Levrault compte donc continuer à progresser sur le marché de l'insertion par l'emploi et la formation mais aussi réutiliser le générateur de plateforme qu'est Neolink dans ses différents domaines de compétences. « *C'est un projet passionnant et nous allons continuer à recruter des développeurs, data-analyst, data-scientist, qualiticiens...* », souligne le directeur général. Par ailleurs, Berger-Levrault réalise plus de 20 % de son chiffre d'affaires à l'international. Le groupe est présent en Espagne, Italie, Belgique, Maroc et au Canada, avec des clients dans plus de 22 pays, ce qui offre de belles perspectives à Neolink. C.C-S

NEOLINK
22 Rue Christophe Colomb,
41000 Blois
Tél. 02 54 42 36 35

250 agents sur le terrain

Secteurs d'intervention :
Paris lle-de-France
Yonne
Région Centre-Val de Loire

DIAMANT NETTOYAGE

QUALIPROPRE
Propreté & Services Associés

Procédure de décontamination de COVID-19 par voie aérienne DSVA

Objectif :

Cette procédure a été créé spécifiquement pour la décontamination bactériologie et virologie, notamment COVID-19 par voie aérienne via un diffuseur (brumisateur), Dans le but d'éliminer le virus sans intervention humaine et d'éviter sa transmission aux personnes ou à l'environnement.

Domaines d'application :

Laboratoires pharmaceutiques et de recherche

Industries en agroalimentaire

Chambre d'une maison de retraite

Cabinets médicaux, vétérinaires, dentaires

Crèches et écoles

Logement

Locaux administratifs

Animaleries

Pour toute demande d'information, contactez nous

Tél. : 02 38 51 18 19 — Fax 02 38 66 35 47

contact : diamant45@orange.fr

Diamant nettoyage - ZAC de la Nivelle - 150, rue des Moulins - 45750 Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

Signal Concept donne dans le panneau astucieux

Basé en Touraine avec des implantations dans le Loiret et en Normandie, Signal Concept développe des solutions de signalisation innovantes et du mobilier urbain recyclé.

« Je suis tombé dans le panneau tout petit », annonce d'emblée Jean-Christope Aracil. Et pour cause : ses parents dirigeaient une entreprise de signalisation routière à Semoy, dans le Loiret. Comme Obélix avec la potion magique, il a baigné dans l'univers des sens interdits et des priorités à droite depuis sa plus tendre enfance. Après des études de commerce et de gestion, c'est donc tout naturellement qu'il reprend l'entreprise familiale en 1998 et s'installe ensuite en Touraine, à Notre-Dame d'Oé près de Tours, pour intégrer la fabrication de balises routières en plastique puis de panneaux métalliques. Signal Concept était né mais devait faire face à la concurrence de grands groupes nationaux puissamment installés. *« En tant que PME, pour nous en sortir il était nécessaire de se diversifier et de miser sur la réactivité, l'innovation et la proximité »* analyse Jean-Christophe Aracil.

La solution de resurfaçage des panneaux directionnels usagés fait l'objet d'une expérimentation en Nouvelle Aquitaine.

Diversification tous azimuts

La diversification a pris de multiples formes avec les panneaux et totems des zones industrielles ainsi que les enseignes commerciales ou les bâches imprimées.

« Tous nos produits sont conçus et fabriqués dans nos ateliers, précise-t-il, ce qui garantit une rapidité de mise en œuvre et de livraison. Nous réalisons aussi de la signalisation dite horizontale, c'est-à-dire du marquage au sol avec de la peinture ou des résines ».

Cet élargissement des savoir-faire et des technologies fait de Signal Concept un multi spécialiste de la signalétique et de la communication dans l'espace. Son catalogue comporte quelque 6 000 références de produits divers et variés allant de la signalisation de police jusqu'aux équipements urbains en passant par le balisage et les panneaux lumineux.

Progressivement, Signal Concept a constitué un groupement d'entreprises formé par AZ Equipement à Notre-Dame d'Oé, AB2 signalisation à Semoy (Loiret) et AD Équipements à Caen (Calvados). Cette répartition permet une présence dans le quart Nord-Ouest de la France. En 2017, s'est ajouté Lifting Signalisation, une société basée à Pessac (Gironde), dans laquelle Signal Concept a pris une participation.

Un « lifting » pour les panneaux usagés

« Avec Lifting Sinalisation nous proposons une solution de resurfaçage de panneaux directionnels vieillis ou détériorés, explique Jean-Christophe Aracil. *Il faut savoir qu'un panneau de signalisation routière a une durée de vie de 7 à 12 ans. Plutôt que de changer complètement le panneau, avec souvent des difficultés techniques liées au vieillissement, nous proposons de lui ajouter une face neuve avec un système de sertissage du contour et une fixation par rivets. Nous sommes en phase d'expérimentation en Nouvelle Aquitaine jusqu'en avril 2021 et les perspectives de développement pourraient être nationales ».*

Pour mieux convaincre ses principaux clients que sont les collectivités locales, Signal Concept met à leur disposition un logiciel de gestion de leur patrimoine signalétique routier et urbain sur lequel il est possible de réaliser une cartographie de leurs équipements avec indication de leur niveau d'usure ou de vétusté.

15 000 briques alimentaires pour un banc recyclé

Soucieuse de favoriser un développement durable, Signal Concept s'est lancé depuis 2014 dans la fabrication et la commercialisation de mobiliers urbains à base de produits recyclés. Il s'agit tout simplement d'utiliser des lames de matériau composite fabriquées à partir du recyclage de briques alimentaires. *« L'aluminium de l'emballage est récupéré et mélangé à du polyéthylène pour former un matériau dense et imputrescible servant à la construction de bancs ou d'abribus. Il faut de 8 à 15 000 briques alimentaires pour fabriquer un banc qui demandera très peu d'entretien »* précise Jean-Christophe Aracil.

Les idées, l'imagination et les solutions originales ne manquent pas chez Signal Concept qui a su s'adapter pendant la période de confinement. Malgré l'arrêt de son activité de base, elle a utilisé ses machines pour fabriquer des panneaux de séparation en plexiglass, des visières de protection et des adhésifs de marquage au sol.

L'impact économique de la crise sanitaire sera néanmoins significatif pour l'entreprise qui fait travailler 45 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 4 M€. Jean-Christophe Aracil fonde tout de même de bons espoirs sur la montée de la conscience éco-responsable qui pourrait donner la préférence à son mobilier recyclé et ses panneaux resurfacés. Sans compter sur de futures nouvelles idées.

BG

www.signalconcept.fr

« L'OBO PATRIMONIAL » : un nouvel outil élaboré par Duvivier & Associés

Situation
M. et Mme X âgés respectivement de 60 et 55 ans, mariés sous le régime de la communauté universelle, sont inquiets par rapport à leur avenir, leur retraite ne leur procurera que 3 000 € nets mensuels.
Ils viennent nous consulter au lendemain de la cession de leur entreprise qui leur a généré 400 000 € nets. Ils sont par ailleurs associés au sein d'une société civile immobilière à l'impôt sur le revenu propriétaire de murs commerciaux. Les murs sont valorisés à 1 000 000 € et les parts à 820 000 €.
Cette SCI est responsable de près de 85 % de leur imposition actuelle. L'actif net du patrimoine est de l'ordre de 2 500 000 €. Les droits de succession actuels au second décès sont estimés à 750 000 € pour leur fils unique.

Objectifs
M. et Mme X souhaitent conserver au minimum leur niveau et cadre de vie actuels. Pour ce faire, ils souhaitent tout d'abord pouvoir disposer d'au moins 6 000 € nets mensuels après impôt (retraite comprise).
Leur deuxième préoccupation est naturellement la conservation du patrimoine acquis et l'optimisation de la transmission du patrimoine à leur fils.
En dernier lieu, le couple souhaite diminuer au maximum une fiscalité globale qui se révèle asphyxiante actuellement, 35 000 € environ sur les revenus 2019.
Nous projetons sur une période de 15 ans, pour la seule SCI, une imposition totale de près de 550 000 € si aucun changement n'est opéré dans leur situation actuelle. Pour répondre à l'ensemble de leurs objectifs, nous leur proposons un OBO PATRIMONIAL, simulé sur une période 15 ans.

Aspects juridiques
Une société HOLDING est constituée sous la forme d'une Société à responsabilité limitée, répartie de la manière suivante : M. 45 %,
Mme 45 % et le fils 10 %.
Après constitution de la société, M. et Mme donnent chacun 19 % des parts en nue propriété à leur fils.
La SARL procède à l'acquisition de l'intégralité des parts de la SCI, sauf deux parts qui restent détenues par M. et Mme afin que la SCI compte au moins deux associés. Des donations progressives de la nue propriété des parts sont programmées, le capital pourrait ainsi être réparti au terme de 15 ans comme suit :

	PP	NP	US
M.	1%		44 %
Mme	1 %		44 %
Fils	10 %	88 %	

L'acquisition sera de 820 000 € payable de la manière suivante :
- 550 000 € comptant à la signature des actes définitifs ;
- 270 000 € au moyen d'un crédit vendeur étalé sur 15 ans, sans intérêt, qui sera consenti à la société holding.

Aspects fiscaux de la cession des parts de la SCI
Les associés de la SCI détiennent leurs titres depuis la constitution de la société, en 1989.
À ce titre, Mr et Mme bénéficient d'un abattement de 100 % sur le montant de la plus-value globale.
Mr et Mme encaissent ainsi la somme nette de 550 000 €, complétée par un crédit vendeur de 270 000 € que la HOLDING remboursera sur 15 ans.

Aspects financiers de la cession
Le produit comptant de la cession et des liquidités du couple, soit globalement 800 000 € sont placés sur deux contrats d'assurance vie (fonds euro).
Ces placements permettront à chaque époux d'effectuer des rachats périodiques nets annuels de l'ordre de 33 000 € pendant 15 ans, soit un revenu net mensuel complémentaire de l'ordre de 2 750 € pour chacun des époux.

Aspects patrimoniaux de la famille
Optimisation par l'insertion d'une clause bénéficiaire démembrée dans les contrats d'assurance vie
L'intérêt d'une telle clause est de pré-transmettre les capitaux inscrits en assurance vie, tout en laissant la maîtrise des capitaux au conjoint survivant.
En désignant leur fils comme nu propriétaire des capitaux, et le conjoint comme usufruitier, M. comme Mme, exonèrent complètement les sommes attachées au contrat lors de leur disparition respective.
Au décès du conjoint survivant, l'usufruit s'éteindra et le fils deviendra plein propriétaire des capitaux restants sans fiscalité.
Le fils devra alors régler des droits de succession au second décès de l'ordre de 350 000 €. L'économie de droits de succession au second décès sera ainsi de 400 000 €.

Optimisation par les donations de parts en nue propriété de la HOLDING au fils
Le lendemain de la cession des parts de la SCI, aucun droit de succession ne sera dû sur les parts de la HOLDING.
En effet, la base des droits de succession est l'actif net taxable. L'impôt est ainsi calculé sur la différence entre l'actif et le passif de la succession.
Tel ne sera pas le cas lorsque la HOLDING commencera à régler ses échéances d'emprunt pour qu'à la fin de la période elle ait totalement soldé son emprunt.
Sans la donation de nue propriété des parts, au terme du remboursement de l'emprunt par la HOLDING, l'enfant devrait régler des droits de succession de l'ordre de 650 000 €.
En procédant à la donation de la nue propriété des parts, le fils devra ainsi régler des droits de succession au second décès de l'ordre de 350 000 €.
L'économie de droits de succession à long terme sera de près de 300 000 €.

Optimisation fiscale des revenus nets globaux
Après l'opération, le montant global de l'imposition sur les revenus 2019 sera de l'ordre de 5 000 € contre 35 000 € antérieurement.
Le couple changera de tranche d'imposition ce qui permettra de dégager sur l'ensemble de leurs revenus, un net disponible plus important (pensions de retraite et autres revenus fonciers).

Optimisation des revenus nets de la SCI
Les revenus actuels nets sur la période sont estimés à 700 000 €. Après cession des parts à la société HOLDING, les revenus nets provenant des rachats sur la période sont estimés à 970 000 €.
Mr et Mme X bénéficieront ainsi de revenus nets disponibles supplémentaires de l'ordre de 270 000 € sur la période. Ces revenus seront complétés par le crédit vendeur qui procurera sur la période des revenus de 270 000 €, soit 1 500 € supplémentaires par mois nets de toute fiscalité.
Au final cette stratégie procurera des revenus nets de 1 240 000 € sur 15 ans répartis de la manière suivante :
- 970 000 € issus des rachats des deux contrats d'assurance vie.
- 270 000 € issus du crédit vendeur.
Cette ingénierie générera ainsi au couple près de 6 900 € nets mensuels pendant 15 ans.

Incidences financières et fiscales HOLDING
Les intérêts de l'emprunt contracté par la HOLDING seront déductibles dans son compte d'exploitation.
Le résultat de la SCI sera distribué à la société holding et permettra à cette dernière de rembourser l'intégralité de son emprunt d'un montant de 620 000 € permettant de financer la partie comptant des titres ainsi que les frais.
La société HOLDING ayant remboursé son emprunt au terme de l'étude, nos clients reconstitueront la valeur d'origine des parts de SCI, soit 820 000 € et pourront appréhender les loyers sous forme de dividendes.
Cet « OBO PATRIMONIAL » aura permis de répondre aux objectifs des clients en évitant l'aliénation du patrimoine actuel, en diminuant les droits de succession, en neutralisant la fiscalité de la SCI et enfin, en offrant un revenu net mensuel satisfaisant.

Synthèse ingénierie M. & Mme X

Revenu net disponible sur la période M. & Mme	1 240 000 €
Reconstitution valeur d'origine des parts SCI dans la HOLDING	820 000 €
Economie d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux	550 000 €
Economie immédiate de droits de succession au second décès	400 000 €
Economie sur le long terme de droits de succession au second décès	300 000 €
Revenus nets mensuels procurés par l'ingénierie	6 900 €

Nicolas Duvivier
Associé Responsable Département Patrimoine
Directeur du cabinet de Paris
Directeur du cabinet de Blois

DUVIVIER & ASSOCIÉS Avocats
40 COLLABORATEURS AU SERVICE
ET À L'ÉCOUTE DE PLUS DE 1600 ENTREPRISES

Cabinet DUVIVIER & ASSOCIÉS
33, boulevard béranger - 37000 TOURS
Tél. 02 47 05 79 18 - Fax : 02 47 80 92 82
tours.boisdenier@duvivieretassocies.fr

Cabinet DUVIVIER & ASSOCIÉS
19 rue borromée 75015 PARIS
Tél. 01 47 04 19 19 - Fax : 01 47 04 00 22
nicolas.duvivier@duvivieretassocies.fr

Cabinet DUVIVIER & ASSOCIÉS
1 rue Jehan de Saveuse
4 quai Saint-Jean 41000 BLOIS
Tél. 02 54 74 73 61
blois@duvivieretassocies.fr

www.duvivieretassocies.fr

Simple Maps, l'application de consommation locale éco-citoyenne

Ayant son siège à Bourges et conçue par un tourangeau, l'application Simple Maps recense les commerces et services de proximité en ajoutant une dimension éco-citoyenne. Commerçants et clients vertueux sont récompensés.

Pour le lancement de son application Simple Maps, fin juillet, Stéphane Grandjean avait mis les petits plats dans les grands. Au propre comme au figuré puisque le chef cuisinier Thierry Marx faisait partie des parrains de l'évènement tout comme Francis Palombi, le président de la confédération des Commerçants de France, André Laignel, maire d'Issoudun et vice-président de l'Association des Maires de France, ou encore Stéphane Layani, le patron du marché de Rungis. Un casting renforcé par de multiples autres intervenants lors d'une visio-conférence de presse à rallonge qui marquait la mise à disposition de l'application sur les sites de téléchargement.

Difficile de résumer en quelques mots le positionnement de Simple Maps. Elle se veut citoyenne et éco-responsable, ou bien encore locale et ludique. Il s'agit en fait d'une application de géolocalisation qui permet de repérer autour de soi les commerces et artisans, mais aussi les services des collectivités locales, les associations et de multiples centres d'intérêt. À cette cartographie de proximité, Simple Maps ajoute une dimension éco-citoyenne qui fait son originalité. En s'engageant à respecter des gestes de préservation de l'environnement (zéro déchet, circuit court, maîtrise de l'énergie… etc.), le commerçant bénéficiera d'une visibilité renforcée et le consommateur de réductions. Une mécanique sans doute complexe à mettre en place et faire vivre mais que la maîtrise du « *big data* » devrait favoriser.

Le tourangeau Stéphane Grandjean, 38 ans, a fondé Simple Maps dont le siège est à Bourges (Cher).

> *« Il s'agit d'un outil de valorisation des territoires dans toutes leurs dimensions qui doit amener les consommateurs et les acteurs locaux à un comportement vertueux pour la planète »*

Testé au Canada

« Il s'agit d'un outil de valorisation des territoires dans toutes leurs dimensions qui doit amener les consommateurs et les acteurs locaux à un comportement vertueux pour la planète », estime Stéphane Grandjean. Domicilié à Tours et âgé de 38 ans, le fondateur de Simple Maps a déjà testé une première version de son application à la faveur d'un séjour au Canada dans l'incubateur numérique de Montréal où il a bénéficié d'une bourse en recherche et développement.

Fidèle à l'esprit du projet, la structure porteuse de Simple Maps est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont le siège social est à Bourges (Cher). À but non lucratif, la SCIC a pour finalité « *de doter les territoires d'un outil numérique de dynamisation, d'implication citoyenne, de souveraineté numérique et de valorisation de la culture et de la biodiversité* ».

Son modèle économique repose sur une participation financière des commerces et des collectivités locales qui adhèrent au dispositif. Pour intégrer la plateforme numérique, les collectivités doivent acheter une licence dont le montant est proportionnel au nombre d'habitants : de 1 500 € pour les moins de 10 000 habitants à un maximum de 45 000 € pour les plus de 250 000 habitants.

Le Centre-Val de Loire comme prescripteur

Pour leur part, les commerçants peuvent également acquérir une licence de 700 € HT par an leur donnant une visibilité complète et l'accès aux données numériques les concernant. Par défaut néanmoins, plus de 600 000 commerces et points d'intérêt du territoire national figurent déjà sur Simple Maps sous une forme simplifiée.

La région Centre-Val de Loire a manifesté son intérêt pour l'application née sur ses terres. Son agence de développement économique, Dev'Up, va mobiliser les collectivités et les habitants pour leur faire adopter cet outil de « *dynamique des territoires* », selon les termes de son directeur général, Jean-Louis Garcia. Déjà une centaine de collectivités du Centre-val de Loire, regroupées en communautés de communes, ont affiché leur soutien officiel. D'autres régions comme les Hauts de France, la Normandie ou l'Ile de France sont en cours de négociation. Pour elles comme pour d'autres, il va devenir important de figurer sur la carte de Simple Maps.

BG

www.simplemaps.fr

AGENDA ÉCONOMIQUE

Lundi 14 septembre

Réunion d'information Transmission

Organisée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Indre-et-Loire
Vous souhaitez transmettre votre entreprise ?
Matinée de rencontres et d'échanges autour des thèmes suivants :

- Comment préparer l'entreprise à la transmission
- Les méthodes d'évaluation
- Les principes de la fiscalité
- Préparer son dossier de retraite

Lundi 14 septembre de 9h à 12h à la CMA37
Inscriptions : Page Facebook @cmaTours
Informations : 02 47 25 24 00 ou cac@cm-tours.fr

Mardi 15 septembre

Défi Inter-entreprises

Organisé par BGE Touraine
La Ville de LA RICHE organise pour la première fois en Touraine un défi inter-entreprises en partenariat avec BGE Touraine.
Entreprises privées ou publiques, collectivités ou associations, sont invitées à venir vivre un moment de sport et de convivialité et partager ce challenge avec collègues ou amis…
Le Défi Inter-Entreprises est un prétexte pour réunir les entreprises du département dans un contexte valorisant et convivial, pour promouvoir l'image de l'entreprise, favoriser l'esprit d'équipe de ses salariés, renforcer le réseau professionnel, communiquer en interne et en externe via une image dynamique, solidaire et conquérante.
Cette compétition sportive se veut accessible à tous : sportifs confirmés, sportifs amateurs et peu sportifs. Pour participer, il suffit de créer une équipe de 4 personnes (possibilité de regroupement pour les TPE). Le Défi s'articule autour de plusieurs activités sportives en relais (course à pied, VTT et canoë), sur un même lieu et se déroule en fin de journée.
Soirée festive & remise des trophées aux meilleures équipes.
Enfin, le Défi permet aux entreprises locales de se rencontrer lors d'un moment convivial qui se clôture, après 2 heures d'efforts, autour d'une soirée réunissant les participants. De nombreuses animations auront lieu pendant le repas, (compris dans les frais d'inscription) : une vidéo de l'évènement sera diffusée, remise des coupes aux meilleures équipes, avant d'enflammer la piste de danse. Fin des festivités vers 23h30.

Mardi 15 septembre de 16h à 23h45
Au Lac De Gevrioux
Inscriptions : https://defi-entreprises.fr/ > Défi La Riche /

Informations : BGE Touraine - 07 82 60 26 37 ou entreprendre@bge-touraine.fr

Jeudi 1 octobre

« Booster votre développement commercial »

Organisé par CCI Touraine et Touraine Vallée de l'Indre.
Destiné aux dirigeants d'entreprise.
Au programme de ce 1er atelier proposé par la Communauté de Communes Touraine Vallée de l'Indre et la CCI Touraine :
Booster votre développement commercial : comment passer d'une stratégie d'opportunité à une stratégie construite ?

- Les 4 piliers du développement commercial
- Les 5 étapes pour propulser son développement commercial
- Comment gérer la multiplication des canaux de communication ?
- Choix des priorités commerciales
- Le discours commercial : les points clés

Atelier animé par Julien Hellio - Directeur - Réseau Bras Droit des Dirigeants - Touraine

Jeudi 1er octobre de 9h à 12h
Atelier gratuit réservé aux entreprises implantées sur le territoire de la Communauté de Communes Touraine Vallée de l'Indre.
Infos et inscriptions : www.touraine.cci.fr/ou tourainevalleedelindre.fr/

30 oasis de santé dans le désert médical régional

Associant État et Région, un Groupement d'Intérêt Public va recruter 150 médecins salariés pour tenir 30 centres de santé répartis sur le territoire régional avec le soutien des collectivités locales.

Le constat est alarmant : il manque au moins 500 médecins généralistes en région Centre-Val de Loire. Et le déficit s'aggrave d'année en année avec le départ en retraite de la génération du « *baby-boom* », faisant du Centre-Val de Loire la région française ayant la densité la plus faible de médecins en France. Pour lutter contre ce désert médical, une nouvelle initiative a été prise début juillet avec la création d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) Pro Santé. Comme son titre le laisse entendre, il s'agira de recruter des médecins salariés relevant du statut de la fonction publique. L'objectif a été fixé à 150 postes ETP qui seront affectés à 30 centres de santé à créer sur le territoire régional en fonction des besoins les plus criants mais aussi de la participation des collectivités locales. Car les coûts des locaux des futurs centres de santé seront pris en charge par les communes d'accueil, lesquelles pourront bénéficier de subventions de l'État et de la Région.

© Freepik

> *« Avec la création de 30 centres de santé dans les cinq prochaines années nous complétons le dispositif régional de l'accès aux soins pour tous »*

Une première nationale

Le 7 juillet dernier, lors de la présentation du GIP Pro Santé aux collectivités territoriales, soixante d'entre elles se sont déclarées intéressées par cette perspective.

Le GIP Pro Santé associe la Région Centre-Val de Loire, les collectivités territoriales et un réseau de partenaires dont l'union régionale des professionnels de santé, l'ASSAD-HAD (hospitalisation à domicile), France Info Santé et l'APEC (Association pour l'Emploi des Cadres) qui se chargera du recrutement en concertation avec le cabinet RemplaFrance.

« *C'est la première fois qu'une région crée une structure qui salarie des médecins*, a annoncé Laurent Habert, le directeur de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire. *La création des centres de santé répond à une attente de certains internes en médecine qui aspirent au salariat et à un exercice collectif de leur métier. Cela élargi les possibilités d'installation en offrant des opportunités supplémentaires* ».

Étalement sur cinq ans

Pour sa part, François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, a rappelé que cette initiative s'inscrit dans le programme « *ma région 100% santé* » lancé en novembre 2019 à l'occasion d'une session plénière extraordinaire commune avec le CESER (Conseil Economique, Social et Environnemental Régional).

« *Un effort très important a déjà été réalisé avec la création de près d'une centaine de Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP), mais cela est encore insuffisant pour répondre à tous les besoins*, a-t-il reconnu. *Avec la création de 30 centres de santé dans les cinq prochaines années nous complétons le dispositif régional de l'accès aux soins pour tous* ». L'initiative prise par la région Centre-Val de Loire a d'ailleurs suscité l'intérêt de trois autres présidents de région.

Reste à recruter les futurs médecins des centres de santé. Une tâche que le délégué régional de l'APEC, Anthony Fumard, estime réaliste au vu d'une étude sur l'attractivité territoriale qui donne une bonne place au Centre-Val de Loire. « *Il faudra aussi tenir compte de tout l'environnement familial des candidats en intégrant en particulier la recherche d'emploi du conjoint* » indique-t-il.

Financement partagé

Plus concrètement, le financement des centres de santé sera assuré par plusieurs sources : l'assurance maladie pour le paiement des médecins, l'État pour les postes de secrétariat et d'assistance médicale, la Région pour les compléments de salaire et de charges des médecins, les collectivités locales pour la structure d'accueil avec attribution de subventions. Les profils recherchés correspondent plutôt à de jeunes médecins soucieux de se consacrer entièrement à leur pratique professionnelle sans être accaparés par les tâches administratives. Il pourrait néanmoins leur être demandé de participer aux services de garde, répondant ainsi à l'une des préoccupations des médecins actuellement en exercice qui ont souvent le sentiment d'être bien seuls au milieu de leur désert.

BG

Les petites lignes ferroviaires du quotidien sur la voie du renouveau

La région Centre-Val de Loire et l'État ont signé pour un plan de rénovation de six petites lignes ferroviaires régionales à hauteur de 300 M€.

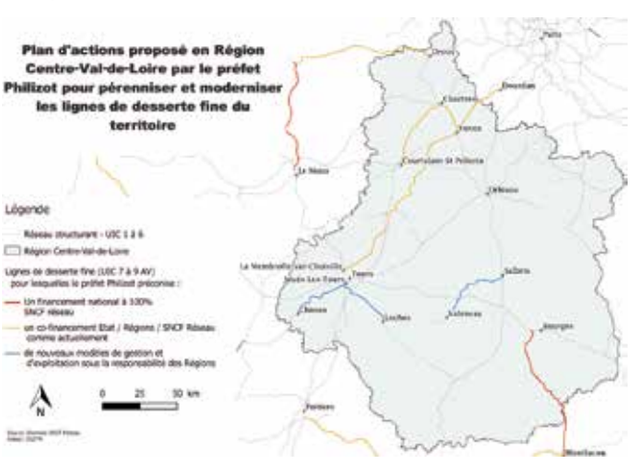
C'est ce qui s'appelle obtenir un accord in extremis ! Le 2 juillet, soit la veille de la démission du Premier ministre Édouard Philippe, le préfet de la région Centre-Val de Loire a été autorisé à signer un avenant au contrat de plan État-Région pour le financement des travaux de modernisation des petites lignes ferroviaires. Une enveloppe de 300 M€, prise en charge pour moitié par la Région Centre-Val de Loire et pour l'autre par l'État et SNCF Réseau.
Les choses n'ont ensuite pas trainé puisque l'accord était officiellement signé dès le 8 juillet à l'hôtel de Région par le préfet Pierre Pouëssel et le président François Bonneau. Le financement, et donc le lancement des travaux de rénovation, est désormais acté.

Curiosité régionale avec sa voie métrique, la ligne Le Blanc-Argent (Salbris-Valencay) sera aussi modernisée.

Abandonnées pendant des décennies
Six lignes ferroviaires sont concernées par ce programme : les liaisons Tours-Loches, Tours-Chinon, Chartres-Courtalain, Dourdan-La Membrolle-sur-Choisille (Indre-et-Loire), et Salbris-Valencay, plus connue sous le nom Le Blanc-Argent. Les travaux, programmés jusqu'en 2027, vont consister à remettre aux normes techniques contemporaines ces voies ferrées dont l'entretien a été négligé pendant des décennies. Le risque était de voir la vitesse limitée à 40 km/h, pour des raisons de sécurité, ce qui revenait à les condamner à une fermeture à brève échéance.
« Ces lignes ferroviaires du quotidien ont une réelle utilité économique et sociale, argumente François Bonneau. En milieu rural, il n'y a pas que des troupeaux ! Les salariés, les scolaires, les étudiants, les familles ont besoin de ces liaisons ferroviaires de proximité qui transportent chaque année en moyenne 1,5 million de voyageurs. »

Le train à hydrogène en perspective
Lors de la signature, le préfet Pierre Pouëssel a souligné le fait que le Centre-Val de la Loire était la seule région française à signer un avenant mobilité pour la desserte fine de son territoire.
Vice-président de la Région en charge des transports, Philippe Fournié s'est félicité de cet engagement en faveur de lignes ferroviaires dont certaines présentent une valeur patrimoniale comme la liaison Chartres-Courtalain que cite Marcel Proust dans son œuvre, ou Le Blanc-Argent et son original écartement métrique.
Quant à l'avenir, François Bonneau fonde de grands espoirs sur le projet de train à hydrogène qui pourrait être expérimenté sur les lignes Tours-Loches et Tours-Chinon en partenariat avec Alstom. Enfin, si les réouvertures aux voyageurs des liaisons Chartres-Orléans et Orléans-Châteauneuf sont reportées, elles restent cependant à l'étude avec, en particulier, une prolongation de l'axe Orléans-Châteauneuf jusqu'à Gien. Les petites lignes ont peut-être encore un grand avenir.

BG



Le programme de rénovation dans le détail

Par une délibération en date des 2 et 3 juillet, le Conseil Régional a acté le programme de rénovations selon les dispositions suivantes :

Sauvegarde de la ligne Chartres-Courtalain :
Deux phases de travaux :
- première phase déjà réalisée pour un montant de 12,1 M
- seconde phase à venir pour 34 M€ financée à 60% par la Région et à 40% par l'État et SNCF Réseau.

Sauvegarde de la ligne Dourdan – La Membrolle :
Le projet complet est intégré pour un montant total de 52,53M€, distinguant :
- Etudes déjà engagées pour un montant de 886 k€
- les travaux à venir pour 51 M€, financés à 60% par la Région et à 40% par l'État et SNCF Réseau.

Sauvegarde de la ligne Le Blanc – Argent :
La sauvegarde de cette ligne nécessite d'ici fin 2022 de consacrer 3,33M€, avec un financement porté intégralement par la Région.

Sauvegarde de la ligne Tours - Chinon :
La sauvegarde de cette ligne nécessite d'ici fin 2022 de consacrer 20,98M€, avec un financement porté intégralement par la Région.

Sauvegarde de la ligne Tours – Loches :
En tenant compte des études déjà cofinancées, la Région Centre-Val de Loire assume désormais un financement à hauteur de 38,075M€.

Sauvegarde de la ligne Bourges – Montluçon :
La poursuite des travaux d'ici fin 2022 est désormais financée intégralement par l'Etat à hauteur de 30,85 M€.

Allongement et rehaussement des quais de Ferrières-Fontenay :
Le projet déjà réalisé pour un montant de 1,81M€, financé par la Région Centre-Val de Loire et les collectivités locales, fait l'objet d'une compensation par l'État sur la mise en accessibilité de la gare de Vierzon (voir ci-dessous)

Mise en accessibilité gare de Vierzon :
Initialement financée à parité par l'État et la Région, le nouveau montant de 17M€, intégrant des ascenseurs, est désormais réparti à hauteur de 8M€ par l'État, 5M€ par la Région et 4M€ par SNCF Réseau.

Réouverture aux voyageurs de la ligne Orléans – Châteauneuf :
Ce projet étant reporté, le montant est donc ramené à 8,77M€, dont 7,47M€ financés par la Région correspondant aux études préalables.

Réouverture aux voyageurs de la ligne Chartres – Orléans :
Ce projet étant reporté, le montant concernant ce projet est donc ramené à 7M€, dont 6,069M€ financés par la Région correspondant aux études préalables.

Apprentissage, la réforme jacobine ?

La réforme de l'apprentissage est entrée en vigueur en janvier 2020. Elle retire aux régions la gestion pleine et entière de l'apprentissage, autorise la création de nouveaux CFA et rebat les cartes du financement. Ces options bousculent les habitudes et redonnent à l'État la main sur la formation.
Si les gestionnaires de CFA et les branches professionnelles ne sont pas totalement opposés à cette réforme, tous regrettent l'attitude jacobine du nouveau système, qui perd en organisation des territoires et gère désormais les apprentis salariés au « coût-contrat »

Lors de la séance plénière de juillet dernier, François Bonneau, Président du Conseil régional, s'inquiétait de ce virage : *« La loi, disait-il, traduit la volonté de l'État d'inscrire l'apprentissage dans un modèle économique de marché concurrentiel …/... Dans ce nouvel écosystème, les Régions disposent d'une capacité d'intervention considérablement réduite »*. François Bonneau acte que *« cette conception constitue une rupture idéologique avec le dispositif créé par la loi de 1971 qui plaçait alors clairement l'apprentissage hors du champ de la concurrence »*.

Lors de son allocution du 14 juillet, Emmanuel Macron disait sans détour : *« ne pas signer de contrats d'apprentissage avec des jeunes est irresponsable »*. Et le chef de l'État d'inciter les dirigeants des grandes entreprises à *« faire leurs 5% d'apprentis »*. Ces propos faisaient écho à l'annonce quelques semaines plus tôt d'aides massives pour l'embauche d'apprentis en alternance. Deux réévaluations (et non créations) à savoir : 5 000 € pour l'embauche d'un apprenti mineur, 8 000 € pour un majeur. Ces sommes seront versées sans condition jusqu'en février 2021 pour les entreprises de moins de 250 salariés. Pour les autres : si elles ne justifient pas de 5% de leur masse salariale en alternance d'ici 2021, elles devront rembourser les primes. L'alternance deviendrait-elle donc enfin une priorité ? Le Gouvernement en tous cas y consacre pas loin d'un milliard d'Euros.
« Ce n'est pas le premier président qui nous le dit », s'inquiète tout de même Gérard Bobier président de la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, également président du CFA interprofessionnel de Joué-lès-Tours. *« François Hollande voulait aussi mettre le paquet, disait-il, pour passer le cap des 500 000 apprentis. Trois semaines plus tard, Jean-Marc Ayrault supprimait toutes les aides à l'apprentissage »*.

> *« l'apprentissage redore son image »*

Pourtant depuis deux ans, les chefs d'entreprises s'accordent à dire que la ministre du travail, Muriel Penicaut a fait *« un bon boulot »* et permis à l'apprentissage de retrouver des couleurs. *« Il n'est plus considéré comme une voie de garage, reconnaît Gérard Bobier. Mieux vaut un bon CAP à 2 000 € qu'un BAC+7 option Pôle emploi »*.

Bertrand Lasnier en convient aussi. Il est dirigeant du groupe Lasnier BTP à Blois (80 personnes) et secrétaire régional de l'association BTP-CFA, qui gère les cinq CFA du Centre Val-de-Loire : *« Nos métiers sont en effet mieux perçus, admet-il. On a beaucoup fait pour cela, notamment en s'inscrivant dans le développement durable, dans la sécurité des salariés et des chantiers, en valorisant les métiers et surtout les salaires »*.

Bâtiment, métiers de bouche, pas le même combat

Pourtant, le bâtiment manque encore de bras, et manquera c'est sûr, d'apprentis dans ses CFA à la rentrée de septembre. *« Entre 15 et 20% selon nos chiffres »*, estime Aline Mériau, présidente de la FFB Loiret. *« On cherche des bras ! C'est écrit sur tous les véhicules de l'entreprise Lasnier, insiste son dirigeant. La FFB essaie de remédier au problème, notamment avec des opérations qui vont jusqu'à géo-localiser les demandes et les offres, pour que la distance ne soit plus un obstacle à l'apprentissage ni au travail en entreprise »*.

Quant à l'artisanat, à la veille des vacances d'été, on notait un léger fléchissement du nombre de contrats dans le Loiret. Idem dans l'Indre et le Loir-et-Cher, mais pas de catastrophe. Nul doute pourtant que les industries automobile et aéronautique seront fortement impactées, de même que le commerce et la restauration. La CMA régionale garde aussi un œil sur l'esthétique, très en vogue ces dernières années (encore 800 élèves à Tours), mais qui aujourd'hui marque le pas, alors que les sections des métiers de bouche font le plein.

Si les boucheries-charcuteries et les entreprises d'aide à domicile cherchent des apprentis en contrat, on note aussi un regain pour la formation à la remise en état des motocycles et vélos. À Joué-lès-Tours, la section retrouve des couleurs, signe sans doute d'un retour à l'écologie !

Ces facilités qui aident l'apprentissage

• La réforme autorise l'accueil des apprentis jusqu'à 30 ans, tout le monde applaudit sans réserve. *« On l'a déjà validé dans l'opération « parcours gagnant »*, se souvient Jean-Philippe Audrain, patron du CFA horticole de la Moulière à Orléans (500 apprentis). *« Ça fonctionne bien avec les plus volontaires »*.

• Avec la nouvelle loi, les jeunes pourront aussi entrer et rester en apprentissage jusqu'à six mois sans avoir d'entreprise d'accueil et de maître d'apprentissage. Une chance de plus pour eux et les CFA, en particulier en cette période de crise qui a mis les entreprises à l'arrêt, et qui n'ont pas voulu s'engager dès le premier semestre. Mais le problème risque de n'être que reporté, pour apparaître sans doute plus grave encore au mois de février prochain. Le jeune qui n'aura rien ne sera pas plus financé.

• Quant aux primes, les avis divergent. Pour être appréciées du plus grand nombre, elles sont tout de même regardées avec circonspection. *« C'est bien, reconnait Gérard Bobier, mais les chefs d'entreprises n'embauchent pas pour toucher une prime »*. Des chefs d'entreprises qui admettent tout de même que pour les apprentis majeurs c'est bien puisqu'avant il n'y avait rien ou presque. *« Nous aurions souhaité 8 000 € pour les mineurs aussi »*. Les associations et les collectivités auraient aussi aimé en bénéficier puisqu'elles sont souvent de gros employeurs.

Les CFA en ordre de marche

Le campus des métiers de Joué les Tours compte 1.800 apprentis. Comme au CFA de la CMA d'Orléans (lire notre éd. de juillet), les journées portes ouvertes se sont déroulées en visio et par webinaire, auxquels se sont ajoutés près de 500 entretiens téléphoniques et WhatsApp.

« On est passé de 2 à 4 développeurs de l'apprentissage, insiste Gérard Bobier. *Ils vont dans les entreprises pour trouver les stages, relancent les entreprises qui prenaient des apprentis et ne le font plus, et contactent celles qui n'ont jamais pris d'apprentis »*. Un niveau de GRC, Gestion Relation Client, des plus performants, grâce auquel le taux de rupture devrait être limité. *« Déjà durant la crise, 80% des jeunes faisaient des cours en visio. On continuera »*, poursuivent unanimes, les directeurs de CFA. D'autant que s'ajoute la prime gouvernementale de 500 € pour équiper les jeunes les plus fragiles en informatique.

Entre besoin et rentabilité

Pour accueillir plus d'élèves dans certaines sections, il faut parfois pousser les murs. À Joué-lès-Tours, on avait pour cela inauguré la rénovation complète de l'établissement pour 30M€ (dont 25M€ de la région). Des sommes considérables, mais qui supposent un minimum de rentabilité.
Le système de financement autrefois par convention quinquennal, n'est plus. Désormais les OPCO et France Compétences rémunèrent au « coût contrat » ; en moyenne 6 000 € annuel par apprenti. Il est évident qu'un apprenti coûte souvent plus selon son cursus, et c'est donc en mutualisant que les établissements atteignent leur équilibre financier. Cette logique purement comptable risque donc de mettre en difficulté certains CFA, en particulier les ruraux à faible effectif. Avec des sections trop restreintes, ils peineront à payer leurs charges, les enseignants et les matériels techniques et pédagogiques.
« Il faudrait au minimum dix apprentis par section », s'accordent à dire les directeurs de CFA. Alors quand la limite peine à être atteinte, certains CFA élargissent leurs formations, ajoutant par exemple le BP au CAP, pour capter les plus jeunes plus longtemps.

D'autres CFA créent de nouvelles sections, comme le campus des métiers et de l'artisanat qui ouvre en septembre une formation de CAP fromager affineur.
Dans le même temps, ils gardent sa formation à certains métiers rares comme l'horlogerie, le seul en France à former par la voie de l'apprentissage. Douze jeunes y sont inscrits.

À chacun son école

La concurrence joue à plein. En France pour le Grand Ouest, seul Joué-lès-Tours dispensait les formations en esthétique et apparentées. *« En trois ans, quinze centres se sont ouverts,* observe Gérard Bobier. *Nous avions onze sections en esthétique (soin du corps, pédicure manucure, spa…), il en reste six. Certes c'est bien pour la proximité et la mobilité des jeunes, mais la loi qui a libéré l'ouverture des CFA a engagé une concurrence féroce ».*
Ajoutons les chaînes de la grande distribution en cosmétique qui ont ouvert leurs propres centres de formation. L'Oréal a fait de même pour la coiffure, Franck Provost a depuis de longue date sa propre « académie ». Les chaînes industrielles de l'alimentaire, la boulangerie notamment, sont tentées de faire de même.
Avec la nouvelle loi, les enseignes les plus solides, qui ont des masses salariales importantes, collecteront la taxe d'apprentissage pour elles-mêmes et formeront les apprentis à leur image.

Philippe Villevalois, délégué général de l'AREA : « le nouveau système de financement rebat les cartes ».

> *« L'alternance est au service de la formation et du tissu économique, c'est génétique et c'est tant mieux ! »*

L'alternance est au service de la formation et du tissu économique, c'est génétique et c'est tant mieux ! Le CFA de la Métropole d'Orléans en est l'exemple. Crée il y a 45 ans, il ouvre cette année encore un BTS *« Maintenance des Systèmes de Production »*, spécialisée dans le domaine de l'agroalimentaire, de la cosmétique et de la pharmacie. Il répond ainsi aux besoins de l'Industrie agro-alimentaire dont il devient le partenaire pour ce nouvel enseignement. D'autant plus que l'IFRIA doit se réinventer. Ce CFA hors les murs, voulu il y a trois ans par l'AREA (125 entreprises de l'agro-alimentaire pour 12 000 salariés), n'a pas trouvé son modèle économique malgré le soutien de la Région Centre-Val de Loire.
Philippe Villevalois, délégué général de l'AREA le regrette : *« on avait déjà des entreprises fléchées et des étudiants à mettre en face pour un mariage de raison. Mais le nouveau système de financement rebat les cartes. Il faut trouver les entreprises particulièrement performantes, car au-delà de la qualité des candidats et de l'envie de réussir, créer de l'apprentissage est un travail sur mesure dont l'entreprise est un partenaire majeur ».*

Dans le cadre de la réforme, certains secteurs semblent trouver leur compte. L'école universitaire d'ingénieur Polytech, ouvre sa formation « *génie industriel* » à la voie de l'apprentissage. Christophe Léger, directeur de Polytech s'en réjouit : « *On répond ainsi à la demande des entreprises. La section qui fonctionnait bien depuis cinq ans à Chartres, mais sans dépasser les 50 étudiants, accède ainsi à une nouvelle population et un nouveau creuset d'étudiants* ». Une vingtaine d'élèves qui viennent de BAC+2 vont ainsi à BAC+3 voire BAC+5 en alternance. Polytech a déjà l'expérience de l'alternance avec ses formations au management de la production et le Smart building. « *Je trouve pertinent de faire appel aux CFA des branches pro comme l'UIMM avec laquelle nous travaillons de longue date, c'est par l'entreprise que ça se passe* ».

À l'université toujours, rappelons que des masters scientifiques et de droit se font aussi par l'apprentissage. Idem dans le droit bancaire, les masters de science, la MIAGE (Méthodes informatiques Appliquées à la Gestion des Entreprises), la logistique par licence pro et même le STAPS.

Christophe Léger, directeur de Polytech à Orléans.

www.lepicentre.online
L'ÉPICENTRE
Le média de l'actualité économique et sociétale du Val de Loire

Retrouvez nos 3 éditions : 37 / 41 / 45
Distribué à 30 000 exemplaires,
en points de dépôts et en routage

32 pages — Gratuit — Mensuel

Pour recevoir L'Épicentre directement dans votre entreprise, contactez-nous
contact@lepicentre.online

PUBLI INFORMATION

"Aux Déménagements Leroy" région Centre-Val de Loire et toute la France

« Nos valeurs : Sécurité, rigueur, qualité, bonne humeur et écoute sont nos priorités pour vous accompagner dans votre mobilité »

A.D.L. entreprise familiale de déménagement vous propose différentes activités, telles que : Prestations à la carte pour votre déménagement, monte-meuble avec technicien, garde-meubles (stockage en caisses spécifiques pour courtes moyennes et longues durées, surface individualisée dans un dépôt de 1700 m² sécurisé), location véhicule avec chauffeur, débarras mais aussi une équipe formée au charges lourdes (piano, coffre-fort, etc…). Nous intervenons en région Centre et au niveau national.

Aux Déménagements LEROY
61 rue Andre Boulle 41000 Blois
02 45 35 01 94 – 07 62 13 33 55

Mail : contact@demenagement-leroy.com
Web : www.demenagement-leroy-41.com/

La référence de la livraison à deux pour professionnels et particuliers

Faire front

Pour tenir contre cette nouvelle logique économique, les ennemis d'hier se réconcilieraient-ils ? Entre la formation initiale et l'apprentissage, la hache de guerre semble s'enterrer peu à peu. « *Avec l'Éducation nationale, on se parle depuis la réforme et on s'écoute. La carte des formations a été affinée et travaillée en fonction des territoires, en faisant attention aux filières d'excellence* ». Exemple : le bois et le plâtre au CFA de Blois, les VRD à St Pierre des Corps.
L'apprentissage demande pourtant encore de pouvoir aller dans les collèges, présenter les métiers, les stages et les contrats pro, pour que les jeunes se fassent une idée de leurs voies d'avenir professionnel. Mais là…, c'est peut-être encore beaucoup demander ?

Jean-Philippe Audrin, directeur du CFA horticole de la Moulière, est aussi président de l'ARDIR Centre, l'association des directeurs de CFA en Région Centre. Et lui sait que c'est en faisant corps que l'apprentissage gagnera. « *Loin des logiques de réseaux, la vocation de l'ARDIR est d'accueillir tous les CFA potentiellement adhérents, dit-il, du bâtiment à l'agriculture, de l'industrie au commerce de bouche, le seul but est de promouvoir la formation en alternance* ».

Jean-Philippe Audrain, directeur du CFA de la Moulière à Orléans, et président de l'ARDIR Centre.

Et J.-Philippe Audrain de regretter que les éléments de relance, les délais, les finances, soient trop « *bordés vers l'entreprise et les jeunes, pas assez vers les CFA* ». Des CFA qui doivent désormais être gérés comme des business unit, avec une rentabilité nouvelle. « *C'est positif, convient-il, la loi nous désinfantilise et nous laisse les coudées franches, mais sans effet amortisseur, elle est aussi dangereuse* ».

> *« Avec l'Éducation nationale, on se parle depuis la réforme et on s'écoute. La carte des formations a été affinée et travaillée en fonction des territoires, en faisant attention aux filières d'excellence »*

Et les régions dans tout cela ?

Ces dernières années, toutes n'ont pas développé leur plan d'apprentissage de la même façon et certaines n'ont pas joué le jeu, jusqu'à rendre leur intervention inefficace en la matière. Fût une époque où certaines régions percevaient la taxe d'apprentissage qu'elles ne reversaient en totalité, ou n'employaient pas correctement. C'est à l'évidence l'une des raisons pour lesquelles l'État a fait ce choix de la recentralisation. Dommage pour la Région Centre-Val de Loire qui faisait figure de bon élève en ayant fait de l'apprentissage, et de l'alternance en particulier, une priorité.
En 2019, pour préparer les CFA au passage à une nouvelle organisation, la Région Centre-Val de Loire avait même accordé des « *subventions d'équilibre* » à ses CFA. Elle avait aussi investi pour la modernisation de certains plateaux techniques, présageant sans doute les difficultés à venir.

En parallèle de la loi, les OPCA (Organismes Paritaires Collecteurs Agréés) sont devenus des OPCO (Opérateurs de compétences) et sont passés de 22 à 14. « *La terminologie en dit long, regrettent certains, le P de OPCO n'est plus celui de paritaire mais celui de OPérateur* ».
Les régions n'ont plus la compétence apprentissage, et ont donc vu fondre les enveloppes qui allaient avec pour l'investissement et pour le fonctionnement des centres de formation. (La Région Centre ne devrait plus toucher que 21M€ pour le fonctionnement, la prime employeur et l'investissement). Mais c'est désormais auprès de France Compétences que les CFA sollicitent directement leurs budgets en fonction des contrats obtenus, avec des coûts définis par secteurs.

François Bonneau et Katy Munch-Massey.

Mais pour certaines régions, et la nôtre en particulier, tout n'est pas perdu. Katy Munch Massey, vice-présidente du conseil régional en charge de l'enseignement l'assure : « *Nous n'avons certes plus la capacité à valider les équilibres de l'offre de formation avec les CFA et les lycées pro, admet-elle, en revanche on va travailler sur des « cartes cibles » pour définir les besoins de formation pour l'avenir. Nous négocierons avec les acteurs pour choisir les lieux d'implantation* ».
Les régions étant chargées du développement économique, il y a en effet une logique à gérer cette implantation. « *Trop d'acteurs sans doute partageaient ce besoin de formation, poursuit la vice-présidente, il fallait simplifier le système. Ce qui est dommage c'est que cela ait été le fait du prince, avec des gens qui ont pris les décisions sans connaitre ni le territoire ni les besoins. L'alternance est pourtant un vrai besoin pour accompagner les jeunes sur un territoire. Jusqu'à présent, on savait faire de la dentelle. Avec le modèle actuel, ce n'est plus le cas, mais on va continuer tout de même* ».
La Région continue de s'investir, sous des formes différentes et à sa nouvelle mesure. Cela commence par la gratuité du transport scolaire jusqu'au BAC Pro ; et l'hébergement des pensionnaires (exemple à Joué-lès-Tours où les effectifs ont augmenté, 7M€ ont été investis dans l'internat).
Pour le logement toujours, la Région travaille avec la plateforme « *e-logement* » qui recense les places disponibles. Pour le travail, la bourse de l'apprentissage en ligne « *Assure ton avenir* » référence les entreprises (1 600 offres d'entreprises), et facilite la mise en lien relation. N'oublions pas YEP'S, la bourse officielle de l'apprentissage.

« *L'idée est d'avoir un accompagnement individualisé pour perdre le moins de jeune possible* ».

Si donc l'apprentissage change enfin d'image auprès des jeunes et de leurs parents, la réforme qui l'accompagne concède une nouvelle liberté d'entreprendre, chère au Gouvernement. Mais le danger viendra du mode de gestion de l'apprentissage, plus radical et moins souple. Ce que la carte de l'apprentissage gagnera en diversité, les territoires le perdront en finesse d'aménagement.

L'apprentissage en chiffres, en Région Centre-Val de Loire

Pour les centres de formation en convention avec la Région, on dénombrait en 2019, un peu plus de **20 000** apprentis, répartis dans les **40 CFA et 98 UFA** des **6 départements**. (Les UFA, unités de formation par apprentissage peuvent être créées dans un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat ou dans un établissement de formation et de recherche).
Au rang de ces centres, on compte notamment **5 CFA du bâtiment** (de gouvernance FFB – CAPEB et CCCA-BTP paritaire), **5 CFA interprofessionnels** (3 CMA + 2 consulaires CCI et CMA), des CFA horticoles publics ou indépendants, le CFSA AFTEC interprofessionnel, et les CFA et UFA des universités de Tours et d'Orléans.

1 186 formations y sont dispensées : Niveau 3 (CAP, MC), Niveau 4 (Bac et BP), Niv.5 (Bac+2 : BTS, DUT), NIV.6 (Bac+3 : Licence Pro, bachelor), Niv.7 (Bac+5 : master, ingénieur).

L'enquête IPA, insertion professionnelle des apprentis, de l'académie d'Orléans-Tours pour l'année 2019 indiquaient que **71%** des apprentis sortants sont en emploi, 7 mois après leur sortie du système éducatif. Ce taux augmente avec le niveau de diplôme, atteignant **83%** des détenteurs d'un diplôme type BTS ou DUT, et **82%** des titulaires d'un diplôme égal ou supérieur à Bac+3. Le premier contrat de travail de ces jeunes demeure majoritairement un emploi à durée indéterminée (**60%**). Les emplois à durée déterminée ne représentent que **24%** des contrats de travail et l'intérim **11%**.

SDL

PUBLI INFORMATION

Booster Academy : une méthode de formation innovante inspirée du modèle de l'apprentissage pour gagner en efficacité et vendre plus et mieux

Convaincu que la capacité d'une entreprise à se développer tient en grande partie de sa force commerciale, le réseau Booster Academy propose aux chefs d'entreprise et aux salariés des formations 100% sur-mesure pour améliorer leur performance commerciale, leur management ou encore la relation client.

« C'est en pratiquant que l'on apprend »

Comme pour l'apprentissage, et pour que la formation soit génératrice de résultats concrets et produise un excellent retour sur investissement, le processus pédagogique de Booster Academy repose sur une parfaite alternance entre des sessions d'entraînements de 4h en petits groupes et des mises en application immédiates à l'occasion de chaque rendez-vous de vente et de prospection. *« J'accompagne la personne formée et entraînée dans sa montée en compétence,* nous explique Alain Guittet, directeur du centre Booster Academy dans la région, *c'est une méthode d'apprentissage qui s'inscrit dans le temps : Ma méthode et mon accompagnement s'inscrivent dans la durée de 1 à 12 mois, pour que les techniques de vente enseignées soient maîtrisées mises en pratique, qu'elles deviennent ensuite systématiques et naturelles, pour concrètement agir sur l'efficacité commerciale. »*

La méthode propose en effet 12 niveaux à valider les uns après les autres, pour augmenter progressivement et durablement son efficacité commerciale. Chaque niveau dure un mois, après un diagnostic établi par Alain Guittet lors d'un premier entretien. Il est possible de suivre la formation du niveau 3 au niveau 10 par exemple (en fonction du niveau de base et des objectifs du client).
Chaque niveau est organisé en 4 temps forts :

1 Un temps de préparation avant les entraînements
Un temps de préparation avant les entraînements : selon les niveaux, l'académicien suit les modules e-learning, lit les ouvrages et réalise les exercices préconisés.

2 Deux demi-journées d'entraînement intensif par mois
En sous-groupes de 3 à 6 personnes, l'académicien travaille concrètement sur son offre et développe ses compétences progressivement, grâce aux méthodes pédagogiques inspirées de l'entraînement sportif.

3 Une mise en pratique intensive
L'académicien profite de chaque rendez-vous, de chaque occasion, pour mettre en application son plan d'action et poursuivre sa montée en compétences.

4 Un accompagnement dans la durée
Alain Guittet répond aux questions et aide chaque académicien à transformer l'essai une fois de retour sur le terrain en distanciel ou lors de rendez-vous et propose des solutions à toutes les difficultés rencontrées lors de la mise en pratique des techniques.
Avec la crise du COVID-19, Alain Guittet a dû lui-aussi s'adapter et peut dispenser une partie du programme d'entraînement en distanciel et propose même de former les équipes à cette technique *« Les entretiens vont se passer de plus en plus en distanciel, c'est une spécificité qui doit s'apprendre car au contraire du présentiel, c'est moins chaleureux mais plus pragmatique, il n'y a plus le comportemental ou le non-verbal qui vient influencer l'entretien ».*

Bon à savoir
La formation est éligible au FNE-Formation : les entreprises qui ont eu recours au chômage partiel peuvent se faire financer jusqu'à 100% de la formation.

Blois • Orléans • Tours
booster-academy.fr

+33 (0)6 95 33 46 69
a.guittet@booster-academy.com

Pôle formation de l'UIMM : former les générations futures aux besoins des entreprises de demain

Avec ses quatre sites en région Centre-Val de Loire (Amboise, Bourges, La-Chapelle-Saint-Mesmin et Châteaudun), le pôle formation de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie Centre-Val de Loire prépare ses étudiants à devenir des professionnels clés d'un site industriel.

Outillage / usinage, chaudronnerie / soudage, maintenance industrielle, commercial / assistance technique, systèmes numériques / électrotechnique, conception et dessin industriel / automatismes... Les formations proposées par le pôle formation de l'UIMM Centre-Val de Loire couvrent l'ensemble des besoins de la chaîne industrielle et vont du CAP au bac + 5.
Le credo de ce CFA spécialisé dans l'industrie ? Toujours investir dans du nouveau matériel pour rester au même niveau technologique que les entreprises dans lesquelles ses 800 étudiants (sur les quatre sites) travaillent. « *Nous essayons d'être en phase avec les équipements que nos jeunes trouveront en entreprise,* indique Guillaume Le Noach, responsable Conseil Emploi Formation. *Nous formons les jeunes à ces nouvelles technologies. Cela leur permet d'inscrire des compétences supplémentaires sur leur CV et cela pourra faire la différence à l'heure de la sélection.* »

L'image de l'industrie a changé

Le pôle de formation de l'UIMM fait donc régulièrement évoluer ses plateaux techniques et remet ses chaînes aux normes. « *Nous sommes par exemple le seul CFA en région Centre-Val de Loire à avoir une imprimante 3D métal en salle blanche.* »

Le but ? Répondre aux besoins de l'entreprise et coller au profil économique du territoire. « *Mais nos apprentis doivent savoir que, dans l'industrie, il n'y a pas que du neuf. On doit leur apprendre à opérer sur des machines existantes. Cela correspond aussi à une demande des entreprises.* »

Mais avant toute chose, les jeunes apprennent à évoluer en toute sécurité dans un site industriel. Pour eux, mais aussi pour les autres. « *La sécurité au travail, c'est le B.A. BA chez nous !* », martèle Guillaume Le Noach.
Le taux d'insertion dans l'emploi est très fort : 91 % de nos étudiants trouvent un emploi (CDD de plus de six mois ou CDI) dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme !
Aujourd'hui, avec des technologies qui se multiplient et qui évoluent de plus en plus, les métiers de l'industrie attirent de plus en plus. L'industrie a changé, elle a une image beaucoup plus positive.

Focus

Pour la première fois cette année, le pôle formation de l'UIMM proposera une prépa apprentissage. Les jeunes vont passer huit semaines en formation (six à l'école et deux en entreprise) et découvrir l'ensemble des métiers de l'industrie. « *Cela permet aux jeunes qui se cherchent d'affiner leur choix* », explique Guillaume Le Noach.

Venez découvrir toutes les perspectives que l'industrie peut vous offrir.

Le Pôle formation UIMM / CFA de l'Industrie Centre-Val de Loire est le 1er centre de formation aux métiers des industries en Centre-Val de Loire.

UIMM
PÔLE FORMATION
Centre-Val de Loire
LA FABRIQUE DE L'AVENIR
#ApprentissageIndustrie

Plus d'informations sur **CFAI-CENTRE.FR** | Tél. **02 38 22 00 88**

Avant, pendant et après l'apprentissage

La Mission locale accueille, informe et oriente les jeunes âgés de 16 à 25 ans. Dans le Loir-et-Cher, son expertise dans l'accompagnement des jeunes vers la formation et l'emploi l'a conduite à devenir partenaire du dispositif «sas apprentissage» porté par la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA). Exemple dans le Romorantinais.

Avant l'alternance, le sas apprentissage

Lancé en mars 2019, le «sas apprentissage» propose 4 jours d'ateliers collectifs (présentations de métiers, connaissance de soi, de l'entreprise, CV, lettres, mail, contrat, simulations d'entretien, aides…) coanimés par la Mission locale et la CMA pendant lesquels *«le jeune est acteur de son parcours et participe»*. Chacun bénéficie en plus d'un accompagnement individuel de la Mission locale et de la CMA qui leur propose aussi des offres. En raison de la pandémie, les visites d'entreprises sont remplacées par les outils numériques. Les jeunes ont aussi la possibilité de participer à un stage «Team Building», du coaching animé par la championne de natation tourangelle Muriel Hermine. Financé par le plan d'investissement dans les compétences, il s'agit d'une *«phase où on prépare les jeunes à trouver un employeur, à entrer en apprentissage. C'est une aide à la détermination, à la construction et à la vérification de projet»*, explique Leïla Salhi, directrice de la Mission locale. *«On travaille sur la faisabilité du projet au regard de leurs compétences et de leur mobilité, sur les codes et les attentes de l'entreprise»* comme le savoir-être et la confiance en soi. Les profils des jeunes inscrits sont variés que ce soit en termes de qualification, d'âge, de projet professionnel. En 2019, lors de la première édition, ils étaient 13 de différents secteurs (vente, cuisine, électricité, horticulture…) intéressés par l'apprentissage à s'y être inscrits volontairement. À la suite de ce sas, six ont trouvé un contrat d'apprentissage, un s'est tourné vers une formation qualifiante, deux ont intégré la garantie jeunes, les autres ont été embauchés. À noter que *«les jeunes peuvent intégrer le CFA jusqu'au 28 février»*.

Le dispositif alternance

«On accompagne tous les jeunes qui sont en recherche ou en cours d'alternance pour éviter la rupture avec l'employeur et préparer leur sortie de l'alternance» en partenariat avec les chambres consulaires. *«La Mission locale accompagne aussi bien sur le versant social (logement, mobilité…) que l'emploi»* en prenant en compte l'indécision des jeunes, *«leurs difficultés à exprimer leurs envies et attentes»*. Les jeunes sont repérés par les conseillers qui leur proposent un accompagnement global et individuel ou en mini-groupe. Plus qu'un soutien, c'est un suivi dans la durée, des conseils, des informations, des offres, des actions. *«Il y a tout un travail à faire avant que le jeune puisse engager la démarche»*, souligne Catherine Beaugrand, l'une des conseillères qui travaillent avec les jeunes sur leurs projets, leurs intérêts professionnels, la connaissance des métiers, la réalité de l'entreprise et l'acceptation de ses contraintes. Ils sont envoyés en stage dans les entreprises pour que *«le jeune puisse aller confronter son projet sur le terrain et découvrir un métier, se mettre en situation ou se faire connaître»*. Actuellement, ce sont 140 jeunes qui font appel à la Mission locale du Romorantinais. Chacun trouvera un contrat d'apprentissage, retournera en scolarité ou en emploi ou entrera en formation. *«De plus en plus, c'est la saisie d'opportunité et moins d'attentes par rapport à l'intérêt du métier.»* Hors du contexte scolaire, *«la qualité de la relation avec le conseiller vient du fait qu'il n'y a pas de notion d'obligation»*; la Mission locale dénombre peu d'abandons.

LP

Mission locale du Romorantinais
Tél. 02 54 76 23 22
http://www.mlromorantin.fr
Facebook : MissionLocaleDuRomorantinais

7 lieux d'accueil sur le Romorantinais : Romorantin-Lanthenay, Lamotte-Beuvron, Salbris, Neung-sur-Beuvron, Saint-Aignan-sur-Cher, Selles-sur-Cher et Mennetou-sur-Cher

PUBLI INFORMATION

CESI Orléans : la proximité avec le monde économique, essentielle pour identifier les besoins et y répondre

17 formations dans 5 domaines, 400 étudiants en alternance… Le CESI Orléans, c'est une réponse adaptée et sans cesse actualisée aux besoins métier des entreprises grâce à un ancrage historique au plus proche des acteurs économiques du territoire

Le CESI Orléans, à travers son école supérieure de l'Alternance, propose des formations diplômantes, allant du niveau post-bac à bac +5, de technicien supérieur à manager/expert, dans les filières suivantes : Informatique et Numérique ; Ressources humaines ; Qualité, Sécurité et Environnement et Performance industrielle.

Des formations axées sur les métiers

Le rythme d'alternance est d'une semaine à l'école et trois semaines en entreprise avec un véritable projet à y mener. *« L'étudiant doit véritablement s'intégrer dans sa mission »*, explique Aurore Labiche, responsable commerciale des formations diplômantes. C'est d'ailleurs cela la particularité du CESI : la proximité avec le monde économique. *« Si la réponse des entreprises est aussi forte, c'est grâce à notre vision métiers et à notre enseignement qui comprend des modules spécifiques orientés métiers »*.

Une sélection rigoureuse

Pour justifier sa réputation d'établissement fiable et rigoureux, le CESI s'assure de la qualité de ses candidats en les sélectionnant sur dossier, tests et entretien pour répondre au mieux aux attentes des professionnels. *« Nous accompagnons les candidats et les entreprises pour répondre à leurs besoins respectifs. Nous envoyons quatre à huit CV à une société qui recherche un alternant. Elle sait que, parmi cette sélection, il y a le candidat qu'elle va recruter et qui va la satisfaire pleinement. »* Une vraie présélection qui va grandement faciliter le travail de l'entreprise !

© Ludovic Lefot

« Nos étudiants ont un bon niveau scolaire et d'excellentes capacités. Ils ont besoin de concret. Ils sont face à des professionnels, des salariés issus du monde économique qui viennent face à eux pour échanger sur la réalité du terrain. Ainsi, les jeunes montent rapidement en compétences. Intégrer le CESI, c'est s'assurer un accompagnement vers l'autonomie. Un jeune qui choisit l'alternance gagne beaucoup plus vite en maturité. Après trois ans d'école, on n'a plus le même individu en face de nous, quel que soit le diplôme préparé et ça, même après 15 ans, ça continue à m'épater ! On les fait grandir. »

La force du CESI, c'est aussi son fort ancrage historique sur le territoire. *« Nous sommes implantés depuis 40 ans sur Orléans Val de Loire. C'est ainsi que nous avons pu développer un tel climat de confiance avec les entreprises, les grands groupes et les branches professionnelles. C'est ce partenariat historique qui explique une telle proximité. »*

Le CESI, c'est 25 campus répartis sur toute la France

Quand un candidat est accepté sur un campus, il est accepté sur tous les campus CESI de France. C'est tout l'intérêt d'être un groupe !

CESI
Campus d'Orléans
1 allée du Titane
45100 Orléans

https://orleans.cesi.fr

BIEN PLUS QU'UNE ÉCOLE, UN TREMPLIN POUR L'EMPLOI.

Diplômes du supérieur en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation.

/ Informatique & Numérique
/ Ressources Humaines
/ Qualité Sécurité Environnement
/ Performance Industrielle

Cursus du bac au bac +5

cesi ÉCOLE SUPÉRIEURE DE L'ALTERNANCE

CAMPUS CESI ORLÉANS 02 38 22 72 82
1 allée du Titane 45100 Orléans - Tram Université-Parc Floral

France compétences HESAM UNIVERSITÉ ecole-alternance.cesi.fr

France Design Week Loire Valley donne rendez-vous aux pros et amateurs de design

Alors que se tient l'évènement annuel et global France Design Week les deux premières semaines de septembre, l'APCI, association en charge de la promotion du design français, s'est rapprochée de l'architecte d'intérieur et designer Régine Charvet-Pello pour organiser un évènement en Touraine. Demandez le programme !

Chaque année au moment de France Design Week, des manifestations sont organisées partout en France pour montrer au public que le design est vivant. Cette année, il le sera plus que jamais en région Centre-Val de Loire, à travers la première édition de *« France Design Week Loire Valley »*, organisée par l'association Valesens pour la promotion du design et des technologies du sensoriel. Un rendez-vous mis sur pied en moins de trois mois, qui met à l'honneur le nombre 20 pour faire rayonner le design sur le territoire. On ne comptera ainsi parmi les invités que des gens du cru : 20 designers, qu'ils soient créateurs d'objets, d'espaces ou d'expériences, ainsi que 20 entreprises qui ont fait ou font confiance au design. Un casting hétéroclite doublé d'un programme ambitieux, qui ont constitué pour la référente du projet Régine Charvet-Pello un vrai défi. *« Les délais étaient très courts, mais c'est dans ces moments un peu complexes que l'on se force à appréhender les choses autrement »*, estime celle qui s'est empressée de nouer un partenariat avec la région Centre-Val de Loire pour bénéficier des services de son agence de développement Dev'Up, mais aussi d'autres acteurs tels que la métropole, la ville de Tours, la CCI Touraine, la SNCF, Vediacom, etc. Le Conseil départemental, lui aussi, a joué le jeu en mettant à disposition les anciens locaux de la chambre de commerce pour accueillir le public. Un très beau lieu, qui se conjugue parfaitement avec la volonté de Régine Charvet-Pello de montrer que les métiers de la création jouent un rôle important dans l'économie des territoires : *« Montrer du design dans un endroit qui a toujours été voué à l'économie, c'est intéressant non ? »*, s'amuse-t-elle.

Banc de Rochecorbon N°7.

Invacare.Fauteil junior.

Un évènement protéiforme

À compter du 1er septembre et pendant les 20 jours suivants auront donc lieu, entre 14h et 22h au sein de l'ancien hôtel de la Bourse – rue Jules Favre à Tours – des expositions, des tables rondes, des ateliers… Qui témoigneront de la diversité des expressions du design. Un aspect important pour Régine Charvet-Pello, qui travaille à la promotion de ce dernier et de ses représentations auprès du public depuis de nombreuses années : *« Trop souvent, on s'imagine le designer comme celui qui dessine une chaise sur laquelle personne ne peut s'asseoir… Or il porte en réalité une vision de la société qui tend à améliorer la vie des gens. »*

Au programme également, une réunion sur 4 jours de toutes les écoles de design de la région, qui se réunissent pour la première fois pour travailler ensemble et répondre aux questions des étudiants, ainsi que 80 rendez-vous en speed-meeting entre designers et entreprises. L'objectif ? Montrer que le terreau local est riche en matière de professionnels du design, et que les entreprises du territoire ont tout intérêt à y faire appel. *« Nous avons des designers d'une très grande valeur, qui s'expriment internationalement mais ne sont pas toujours connus localement… C'est le moment pour nous de les mettre en valeur ! »*, conclut la designer.

JL

Retrouvez le programme, les infos pratiques et les créations des invités sur ***https://valesens.com/***

YanoshHrdy-penderie.

Jardin de Chaumont - Le Jardin de la Serre.

Le Vieux-Tours accueille une nouvelle galerie d'art, collective et auto-gérée

C'est au 27 rue Étienne Marcel à Tours, à l'exact emplacement où l'on trouvait auparavant la galerie associative Lyeuxcommuns, que se niche « Les Couleurs & les Sons se répondent ». Un nouveau lieu dédié à l'art qui tire son nom du poème Correspondances de Charles Baudelaire, et qu'ont investi 7 artistes pour en faire leur lieu d'expression.

C'est la peintre Yveline Bouquard, spécialiste des paysages et dont le travail au Posca sur fond noir nous évoque des montagnes japonaises, que nous rencontrons lors de notre reportage ce vendredi d'août : comme les 6 autres artistes dont les créations occupent les murs de la galerie, elle a ses jours de garde. Ouvert depuis le 6 juillet, le lieu est aussi occupé à tour de rôle par Frédéric Dumain, Juliette Gassies, Laurence Hauss, Jean-Pierre Loizeau, Chrystèle de Saint-Amaux et Aurélia Vissian. Une galerie sans galeriste donc, gérée collectivement au profit des seuls artistes. « L'avantage, c'est que nous partageons les charges et nous répartissons le temps de présence », explique Yveline Bouquard, ajoutant qu'être auto-gérés leur permet aussi de ne pas avoir à payer pour exposer ailleurs.

À l'initiative de ce projet, les amis de longue date Frédéric Demain et Juliette Gassies, deux piliers de l'association Diagonale qui propose des ateliers d'arts plastiques à Saint-Pierre-des-Corps. Ensemble, ils font émerger l'idée d'une galerie à eux, où ils exposeraient comme bon leur semble et organiseraient des évènements qui leur ressemblent. Ils embarquent les connaissances de l'un et de l'autre, formant un groupe aux techniques – relief, peinture, collage, sculpture, art numérique, récup', etc., ne manque que la photographie ! – et aux univers très différents. Leur point commun ? Être animés par une forme de sensibilité commune, par l'envie d'exposer leurs oeuvres et de s'y entraider. Un ciment solide, doublé de la confiance qu'ils s'accordent aux uns et aux autres.

Un lieu vivant, propice aux rencontres

Sur une table, un carnet de bord déjà bien rempli en dit long sur le fonctionnement du collectif : tout y est consigné, explique la peintre, *« du nombre de visiteurs aux horaires de passage de ces derniers, en passant par les discussions que l'on a eues avec eux »*. Une communication importante pour chacun, puisqu'elle permet d'emmagasiner les retours des spectateurs. Depuis son ouverture, plus de 600 curieux ont d'ailleurs passé les portes de la galerie, et plusieurs des 7 artistes ont vendu leurs oeuvres. Et pour la suite ? *« On aimerait accueillir des évènements musicaux, organiser une exposition de grands formats, pourquoi pas inviter d'autres artistes… On veut que ce soit un lieu qui vive ! »* s'enthousiasme Yveline Bouquard. Dans ce cas, longue vie à ce lieu vivant !

JL

Spectacle

L'espace Malraux de Jouè-les-Tours réouvre ses portes et lance la saison 2020/2021 !

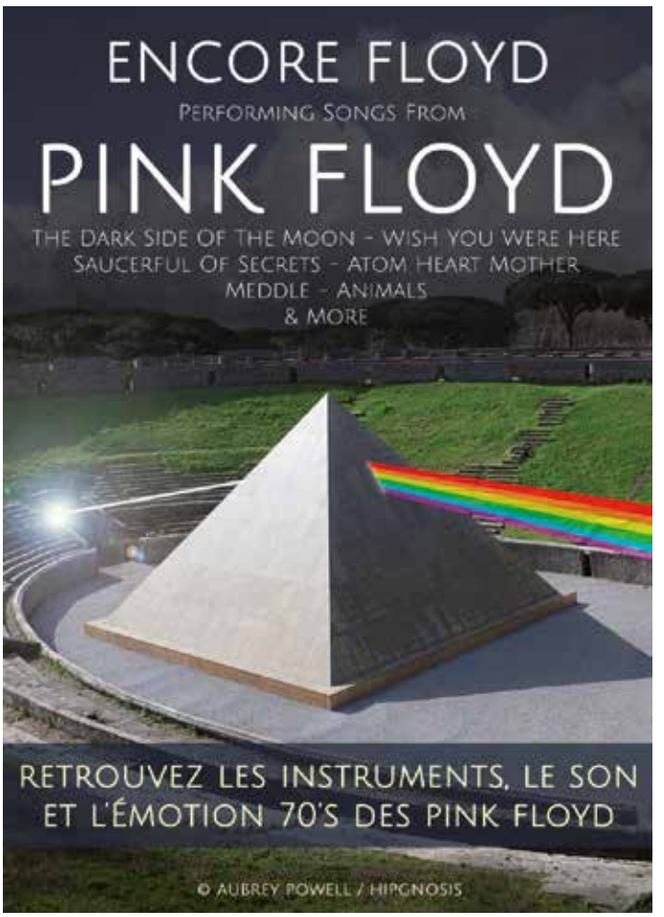
Ouverture des abonnements et de la billetterie
• Ouverture des abonnements sur Internet : Mardi 08 septembre 2020, 9h
Dans ce contexte si particulier de distanciation sociale, l'EM adapte son offre et privilégie l'abonnement en ligne.
• Ouverture de la billetterie individuelle sur Internet : mardi 15 septembre, 9h
• Ouverture de la billetterie jeune public au guichet : mardi 15 septembre, 14h

Abonnements
Dès le 08 septembre à partir de 9h, vous pourrez vous abonner en ligne, sur le site Internet de l'Espace Malraux, où vous trouverez, dès la page d'accueil, le lien vers le module d'inscription.
Dans ce contexte particulier et pour respecter les mesures sanitaires, l'abonnement en ligne est privilégié.
L'équipe de l'Espace Malraux sera disponible par téléphone au 02 47 53 61 61, du 8 au 11 septembre 2020 (de 9h à 13h et de 14h à 17h) pour répondre aux questions et pour une assistance.

Pink Floyd Before the wall Mercredi 7 octobre à 20h30

Encore Floyd interprète les titres des Pink Floyd, parmi les plus marquants de la période allant de Syd Barrett (1967) à The Wall (1979). L'occasion d'un voyage au fil d'une douzaine d'albums, l'évocation d'une décennie qui marquera à jamais la musique Rock, mais également des générations de fans.
Ce spectacle de deux heures est tiré du fameux triptyque Before The Wall joué plus d'une centaine de fois entre 2012 et 2020. Il synthétise l'exploration de la période durant laquelle tous les membres de Pink Floyd partageaient une même vision artistique. Un spectacle Sonotek Prod.

Espace Malraux
Parc des Bretonnières - BP525
37305 Joué-Lès-Tours Cedex
02 47 73 73 33



Sortie

Randonnée Littéraire « Sur les pas de Félix »* jeudi 10 septembre à 9h30

Conduits par une médiatrice du musée et munis de leur pique-nique, les randonneurs marchent sur les pas du héros balzacien Félix de Vandenesse en suivant le sentier de randonnées « Le Lys dans la vallée » de Saché à Pont-de-Ruan (15 km, niveau moyen).
Lors des différentes étapes au fil de la vallée de l'Indre, la médiatrice leur fait découvrir l'intrigue du roman et les secrets de son écriture par Honoré de Balzac.
Durée : env. 5 h,
Tarif : 9 € par personne (tarif réduit 7 €. Droit d'entrée du musée inclus, pique-nique non inclus)

Max. 20 personnes, ***réservation obligatoire au 02 47 26 86 50 ou museebalzac@departement-touraine.fr****, sous réserve d'une météorologie clémente et d'un nombre minimum de dix inscrits.*

** Dans la limite des places disponibles, réservation obligatoire au 02 47 26 86 50 ou museebalzac@departement-touraine.fr*

Gastronomie

Vignes, vins, randos en Val de Loire 17e édition Samedi 5 et dimanche 6 septembre

Devenu le rendez-vous œnotouristique incontournable en Val de Loire, VVR, orchestré par Interloire, propose pour sa 17e édition, un programme responsable. L'idée : valoriser de façon ludique et pédagogique, l'investissement dans le développement durable du vignoble. Cette année, les seize balades organisées dans les vignes sont ponctuées de pauses « vertes », dévoilant l'engagement des vignerons et maisons dans la préservation de leur terroir et le respect de leur environnement. En Indre-et-Loire trois appellations proposent des balades et un atelier dégustation à l'Ecole des Vignes tout au long du week-end : Vouvray, Chinon et Saint-Nicolas-de-Bourgueil.

Inscriptions sur : vvr-valdeloire.fr • Informations : 02 47 60 55 00

Patrimoine

Journées du Patrimoine au Château de Langeais
Samedi 19 et dimanche 20 septembre

Les Journées du Patrimoine sont placées sous le thème de *« Patrimoine et éducation : apprendre pour la vie ! »*. Le patrimoine, outil d'apprentissage, permet de se rattacher au passé, mais aussi d'imaginer l'avenir.
Le château de Langeais, depuis l'an Mil, nous parle autant d'architecture, d'art que d'Histoire. Découvrez le temps d'un week-end la richesse de son patrimoine avec nos animateurs qui auront à cœur de partager leurs connaissances.

Spectacle de fauconnerie
Samedi 19 et dimanche 20 septembre 11h30, 14h15, 16h15 (durée : 30 min)

La fauconnerie fait partie des arts nobles au Moyen Âge. Servant à chasser le petit gibier, elle est également un divertissement prisé des élites. Depuis des générations, la transmission de ses savoirs s'est perpétuée jusqu'à nos jours.
L'animation proposée dans le parc du château fait renaître cet art séculaire : les fauconniers exposent les différentes techniques de chasse au vol, présentent leurs rapaces et les font évoluer dans un ballet envoûtant. C'est l'occasion pour les visiteurs d'un échange privilégié avec ces passionnés et leurs oiseaux fascinants.

Présentation historique
Samedi 19 et dimanche 20 septembre à 11h, 12h15, 14h, 15h, 16h, 17h (durée : 20 min)

Les guides conférenciers déroulent l'histoire prestigieuse du château de Langeais. Ils remontent le temps depuis l'an Mil avec la forteresse de Foulque Nerra, en passant par le XVe siècle et le château majestueux de Louis XI, jusqu'au XIXe siècle et sa renaissance avec le collectionneur d'art Jacques Siegfried. De faits historiques en anecdotes, d'observations architecturales en explications de la vie quotidienne des seigneurs, ces présentations offrent un panorama donnant les clés pour comprendre l'histoire du château.
(La visite se poursuite à l'intérieur à l'aide d'un livret de visite détaillé).

Informations pratiques
Horaires : De 9h30 à 18h30 (dernière admission 1 heure avant la fermeture du château)
Tarifs : Adulte « Journées du Patrimoine » : 8,50 € (au lieu de 10,50 €)
Enfant 10-17 ans : 5,20 € / Gratuit pour les moins de 10 ans.
Animations sans supplément de prix

Château et Parc de Langeais
*37130 LANGEAIS - **02 47 96 72 60***
contact@chateau-de-langeais.com
www.chateau-de-langeais.com

Musique

Ouverture de la saison 2020/2021 du Petit faucheux, jeudi 1er octobre à partir de 18h30

Toute l'équipe sera là pour accueillir, échanger et renseigner sur les prochains rendez-vous.
Au programme : ouverture de la soirée par le tromboniste Fidel Fourneyron, artiste-associé au Petit faucheux sur les deux années passées, présentation de la saison puis concert de Clover. En cas de mauvais temps, la soirée se déroulera au Petit faucheux.
Concert de Clover • Alban Darche saxophone ténor
• Jean-Louis Pommier trombone
• Sébastien Boisseau contrebasse
Clover est une matière inédite. Une matière qui résulte d'une amitié longue, d'une expérience collective intense, d'une envie de musique épurée. Après 20 ans d'une étroite collaboration artistique et humaine déjà clairement concrétisée par la création du label Yolk et nombre de projets collectifs, les trois compères Alban Darche, Sébastien Boisseau et Jean-Louis Pommier formalisent ici un autre rêve longtemps différé : se retrouver au sein de ce trio chambriste pour imaginer une musique poétique et mélodique, proposée comme une suspension du temps.

www.yolkrecords.com
https://yolkrecords.bandcamp.com/album/clover
Le Petit faucheux
12 rue Léonard de Vinci - 37000 Tours
Accueil-billetterie : 02 47 38 67 62

Théâtre • humour

Lancement de la saison 2020/2021 de l'Escale
Le jeudi 24 septembre à 20h

Première partie : Présentation de la saison en présence de Bruno Lavillatte, conseiller délégué à l'Action culturelle, avec la complicité de quelques artistes présents.
Deuxième partie : Compagnie 11H11 « Le 11/11/11 à 11h11 étonnant, non ? »
C'est un spectacle avec des textes de Pierre Desproges, des chansons de Pierre Desproges, des aphorismes de Pierre Desproges, et quelques surprises toutes desprogiennes elles aussi. Lui n'est pas là vu qu'il est mort. Bref, un clin d'œil au clown perdu dans son éternité parce que, quand même, depuis un sale jour d'avril 1988, nous ici on s'rigole moins. Alors du coup, on commémarre. Avec Marc Compozieux & Alexis Gorbatchevsky Texte : Pierre Desproges - Mise en scène : Alain Piallat - Lumière : Christophe Barrière *« Si les hommes font moins de conneries en février, c'est parce qu'ils n'ont que 28 jours. »* Pierre Desproges *« Une mosaïque de desprogeries, remise en bouche et en musique... Pour que Desproges soit là avec à la fois sa belle plume et son esprit cinglant... »?*
Gratuit - Tout public - 1h11 Réservation impérative : 02 47 42 80 29 Nombre de places limitées à 200 personnes.
En raison des conditions sanitaires actuelles, il n'y aura pas d'entracte entre la présentation de la saison et le spectacle. Les spectateurs devront rester dans la salle pendant le changement de plateau et il n'y aura ni cocktail ni restauration sur place.

L'Escale - Hôtel de Ville - Parc de la Perraudière BP 50139
37541 Saint-Cyr-sur-Loire cedex
Tél : 02 47 42 80 00 / Courriel : info@saint-cyr-sur-loire.com

Concert

Maxime Le Forestier, jeudi 24 septembre

Presque six ans après Le Cadeau, Maxime Le Forestier revient avec un nouvel album à paraitre au printemps. Une dizaine de nouveaux titres poétiques, réalistes ou ironiques – une moisson riche et limpide, avec son élégance coutumière et sa chaleur consolante.
Dix chansons qui apparaissent dès maintenant dans une forme très proche de celle qu'elles auront sur scène. Pas d'arrangements orgueilleux, pas de grands gestes orchestraux. Pas trop de paraître.
Pour accompagner la sortie de ce nouvel album, Maxime Le Forestier repartira en tournée dans toute la France dès septembre et sera notamment en concert au Casino de Paris les 14, 15 et 16 novembre. À partir de 39 €. Places assises numérotées.

Suite aux mesures prises par le gouvernement visant à endiguer la propagation du Coronavirus COVID-19, la date de Maxime Le forestier initialement prévue le 29 avril 2020 au Palais des Congrès de Tours est reportée au 24 septembre 2020.

Les billets restent valables pour la nouvelles date de report. Nous invitons les personnes ne pouvant se rendre au concert reporté à se rapprocher de leur point de vente avant le 1er juin 2020 pour un remboursement.

Palais des Congrès 26 Bd Heurteloup - Tours
infopalais@tours-evenements.com 02 47 70 70 70

Un musée

Le Carroi, musée d'arts et d'histoire

Jusqu'au 1er novembre 2020, le musée et ouvert du mercredi au lundi de 14h à 18h, entrée libre.
À découvrir la Chape Saint-Mexme, le plus grand tissu du XIIe siècle conservé en Europe et le portrait de Rabelais par Delacroix. Au cœur du Grand Caroi, le quartier médiéval de Chinon, la Maison des États Généraux, vaste édifice des XIVe, XVe et XVIe siècles, abrite le Musée d'art et d'histoire de la ville depuis 1973. Celui-ci, créé en 1906 par la Société des Amis du Vieux Chinon, est depuis la fin l'année 2008 géré par la municipalité.
Le parcours de visite offre aux visiteurs un regard sur les collections d'oeuvres d'art et d'objets illustrant l'histoire de la ville et de son pays depuis la Préhistoire jusqu'au XIXe siècle.
• L'exposition « *Viens avec moi* » est déployée dans tout le rez-de-chaussée avec les œuvres de Julie Mansillon, Julie Ode-Verin et Adrien Piard, trois artistes récemment installés à Chinon.
• Le centenaire de la naissance d'Olivier Debré est célébré avec la présentation de ses cinq maquettes préparatoires ayant servi à la réalisation des vitraux de la collégiale Saint-Mexme à Chinon.
• Un nouvel accrochage des collections permanentes a été réalisé dans la salle des états-Généraux.
• Les lundis, jeudis et vendredis de 16h30 à 18h, un médiateur est présent dans les différentes salles du musée pour vous accompagner dans votre visite.
•Des kits d'activités pour les plus jeunes sont à retirer à l'accueil du musée.

Musée le Carroi
44, rue Haute-Saint-Maurice
37500 Chinon
Tél. 02 47 93 18 12

Festival

Jazz en Touraine, 34e édition
Du 17 au 20 Septembre, Montlouis-sur-Loire

Jeudi 17 septembre Manu Katche 4tet. - The ScOpe - Jazz Groovy
Certains musiciens refusent d'être rangés dans une seule catégorie. Formé au Conservatoire National Supérieur de Musique, son coup de baguette, reconnu entre mille par les mélomanes avertis, va l'éloigner progressivement du classique pour le mener au jazz et au pop-rock. C'est le grand privilège de Manu Katché, capable de brasser toutes les influences et de s'adapter à tous les styles. Les pistes musicales se brouillent encore lorsque l'on entre dans son 10e album, « *The ScOpe* ». Car avec ce nouveau disque, Manu Katché mixe les racines du groove avec la modernité des machines. La pochette signée Arno Lam le présente d'ailleurs cadré de profil, « *un profil africain* », tient à préciser Manu - l'Afrique étant le fil musical subtil de ce CD.
21h45 - Espace Ligéria

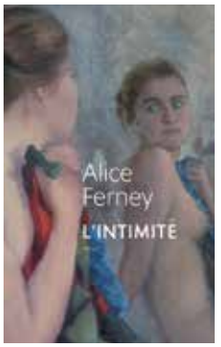
Toute la programmation sur https://www.jazzentouraine.com/
Prix par soirée (2 concerts)

Plein tarif : 38 euros / Tarif réduit : 28 euros / Enfant : 18 euros
Les 3 soirées : 99 euros
Places en vente sur les réseaux habituels (France Billet, Tickenet et Ticketmaster), ainsi qu'à l'Office de Tourisme de Montlouis-Vouvray (commission en supplément) : Touraine Val de Loire (4, place Abraham Courtemanche à proximité de la cave touristique) - Paiements CB par téléphone à distance - commission en supplément // Tél. : 02 47 45 85 10.
Attention en raison des mesures sanitaires, exceptionnellement, les places ne sont pas numérotées.

Jazz en Touraine - Espace Ligéria - 9 r Croix Blanche, 37270 Montlouis-sur-Loire
jazzentouraine@wanadoo.fr • 02 47 50 72 70

© ARNO LAM

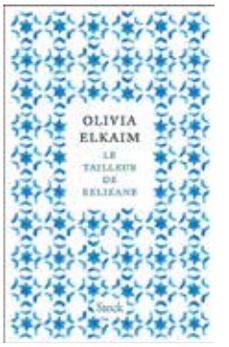
Tout part d'une rencontre avec... Alice, Guillaume, Isabelle, Jean-Philippe, Laurent, Lise, Lola, Olivia...



« *L'intimité* »

de Alice Ferney (Actes Sud)

Chère Alice, je voudrais vous dire que j'ai été happée par cette longue conversation philosophique/sociétale que nourrit Alexandre avec les femmes qui gravitent autour de lui. Que ce soit Ada, cette épouse qui lui donne -littéralement- une petite fille, Sandra la voisine libraire qui vit son féminisme avec grâce, Alba qui lui fera porter un regard différent sur la sexualité et les nouvelles façons « d'engendrer ». Jamais vous n'imposez un point de vue, toujours vous mettez en scène de nouveaux arguments et nous faites avancer dans notre propre réflexion. J'ai lu ce roman d'une traite et ce fut un bonheur. J'ai hâte que vous soyez parmi nous le 4 décembre. Vous ferez la joie de tous !



« *Le tailleur de Relizane* »

de Olivia Elkaïm (Stock)

Chère Olivia, vous souvenez-vous que vous étiez venue à l'Espace Culturel pour votre premier roman « Les graffitis de Chambord » qui avait été le support de notre concours photo ? Votre nouveau roman se lit d'un trait. Votre écriture, vive vibrante visuelle raconte avec précision et sans fioriture la vie hors norme de votre grand-père pendant la guerre d'Algérie et ça n'a rien de commun avec tout ce qu'on a pu lire sur le sujet. Vous emmêlez votre vie de jeune femme d'aujourd'hui à un passé que vous connaissez mal et qui pourtant ne cesse de vous hanter. Et de nous rappeler ce proverbe algérien « celui qui ne sait d'où il vient, ne sait pas non plus où il ira ». Je sens que le samedi 10 octobre, vous allez nous enchanter…

« *Là d'où je viens a disparu* »

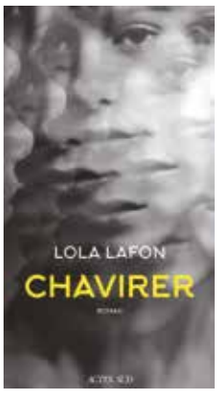
de Guillaume Poix (verticales)

Cher Guillaume, nous attendions votre deuxième roman (il y en aura tant d'autres j'en suis certaine !) avec impatience. Vous nous aviez captivés avec le premier « Les fils conducteurs » que vous étiez venu nous présenter. Vous viendrez à nouveau, le 19 novembre, pour nous éclairer sur cette polyphonie habilement menée. Nous pressentons ce qui réunira les porteurs de ces voix, mais comment ? Ils sont femmes et hommes d'exil et pourtant ce roman ne ressemble à aucun autre sur le sujet. C'est intelligent, captivant parce qu'il y a là une écriture vivante, des sensations, la vie, les choses de rien, importantes, que vous dites admirablement. Il y a de la tendresse aussi, et de l'horreur, distillée sans jamais être explicitée. Bravo.

« *La demoiselle à cœur ouvert* »

de Lise Charles (P.O.L)

Chère Lise, oui oui vous pouvez remercier la Villa Médicis de vous avoir donné l'occasion d'écrire ce livre étonnant. En tout cas, nous, nous vous remercions de nous le donner à lire. Vous ne cessez de nous surprendre et parfois on se demande où vous nous emmenez au détour de tous ces mails échangés entre Octave, qui nous décrit la vie quotidienne dans ladite Villa, et Livia qui fut… qui est… qui sera… Et tout va s'emballer par la grâce des pages du journal intime tenu par une jeune fille de 13 ans. Forcément vous auriez « préféré ne pas avoir à publier cette correspondance ». Mais vous avez « jugé que c'était votre devoir ». Et c'est notre plaisir de lecteur que vous assouvissez ainsi. Merci chère Lise.



« *Chavirer* »

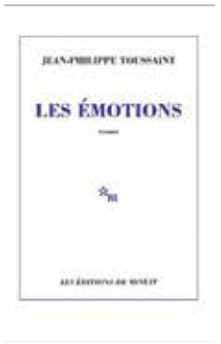
de Lola Lafon (Actes Sud)

Chère Lola, C'est assez facile de vous dire que votre roman nous a chavirés ici, dans la librairie. Qu'il est parfait jusqu'au dernier mot, et c'est rare. Que vous traitez le temps de façon magistrale sans jamais nous perdre. Et que votre sujet est essentiel. Que votre façon de ne rien dire/dévoiler/détailler de ce que vivent ces filles de 13 ans manipulées qui deviennent rabatteuses, nous laissent notre entière liberté de lecteurs. Que notre imaginaire galope tellement plus vite que les mots que vous nous imposeriez mais qui le mettent en marche. Mais qu'est-elle devenue leur vie à ces gamines victimes empêtrées dans leur culpabilité ? Vous revenez à Blois le 8 octobre. Mille mercis. On vous attend avec impatience !

« *Du côté des Indiens* »

de Isabelle Carré (Grasset)

Chère Isabelle, évidemment nous connaissons l'actrice lumineuse que vous êtes, nous avons aussi découvert avec « Les rêveurs » la femme qui écrit derrière les sourires cinématographiques. Avec ce nouvel opus, c'est en grand angle que vous vous révélez en autrice majeure. Vous écrivez bien, que dire d'autre. Vos images parlent, vos descriptions sont surprenantes et délicieuses. À partir d'une histoire d'adultère découverte par un enfant vous remontez le temps et nous racontez les vies de personnages terriblement attachants. Vous dites que « les êtres imaginaires savent se livrer comme personne ». On vous croit. On apprend aussi beaucoup de choses sur les métiers du cinéma. Et parfois aussi, vous apparaissez !



« *Les émotions* » *de Jean-Philippe Toussaint*

(Les éditions de minuit)

Cher Jean-Philippe, qu'il est facile en vous lisant de comprendre l'inanité de la prospective. Mais quelle est donc la marge entre l'avenir public et l'avenir privé ? Vous mettez en scène Jean Detrez, qui officie à la Commission européenne et on découvre par le menu ce qui se passe dans les groupes de réflexions et autres séminaires. Qui l'eut cru, c'est absolument passionnant. Vous racontez la vie de Jean avec un sens aigu des relations humaines qui se dessinent parfois uniquement au travers de descriptions exceptionnelles. Ainsi une visite de chantier en dit long de ses rapports avec son père et son frère. L'architecture comme révélateur. Et puis vous expliquez comment « tu arrêtes d'avoir l'esprit critique » quand la scène invraisemblable est puissante et forte. C'est bien ainsi que vous happez vos lecteurs…

« *Ce qu'il faut de nuit* »

de Laurent Petitmangin (la manufacture de livres)

Cher Laurent, n'ayez aucune crainte, votre premier roman est très beau. Vous donnez la parole à un homme devenu veuf pour raconter sa vie de père seul. Ça n'a l'air de rien dit comme ça, mais ce que vous en racontez est magnifique. Vous écrivez la tendresse d'un père, la belle relation avec ses fils et celle des garçons entre eux. Ce père transmet des valeurs humanistes à ses fils mais quand l'un d'eux s'en éloigne rien n'empêche l'inexorable montée dramatique. Qu'est-ce qu'être père quand soudain tout vous échappe ? Que reste-t-il de l'amour ? Oui, vous racontez la vie d'aujourd'hui mais sans pathos et sans sentimentalisme. Et pourtant on est émus aux tripes et pas près d'oublier l'émotion qui nous aura étreints.

CERTAINES OCCASIONS SONT PLUS EXCEPTIONNELLES QUE D'AUTRES.

LES OCCASIONS EXCEPTIONNELLES BMW, CHEZ AMPLITUDE AUTOMOBILES.

360° **DES CONTRÔLES À 360° POUR UN PLAISIR À 100%.**

UNE ASSISTANCE 24 MOIS[1] POUR ÊTRE TOUJOURS MOBILE.

€ **UN FINANCEMENT[2] À LA MESURE DE VOTRE RÊVE.**

24 **UNE GARANTIE 24 MOIS[3] POUR ROULER SANS LIMITES.**

BMW PREMIUM **SELECTION**
VOITURES D'OCCASION CERTIFIÉES BMW.

Amplitude Automobiles Tours
7 rue Benjamin Franklin
37170 Chambray-Lès-Tours
02 47 27 21 21

(1) Les prestations sont mises en œuvre par MONDIAL ASSISTANCE FRANCE SAS - 54 rue de Londres - 75008 PARIS - Société par Actions Simplifiée au capital de 7 584 076,86 € - 490 381 753 RCS PARIS - Siret : 490 381 753 00014 - Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le numéro 07 026 669. Et assurées par : Fragonard Assurances - 2 rue Fragonard - 75017 PARIS - Société Anonyme au capital de 37 207 660 € - 479 065 351 RCS PARIS - Siret : 479 065 351 00013 - Entreprise régie par le Code des Assurances - Autorité de Contrôle Prudentiel sise : 61 rue Taitbout - 75436 PARIS Cedex 09. **(2)** Sous réserve d'acceptation par BMW Finance - 78280 GUYANCOURT - SNC au capital de 87 000 000 € - RCS VERSAILLES 343 606 448. Courtier en assurance - N° ORIAS : 07 008 883. Vérifiable sur Orias.fr **(3)** La Garantie Occasion BMW Premium Selection est assurée auprès de MMA IARD Assurances Mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes. RCS Le Mans 775 652 126 et MMA IARD, Société Anonyme au capital de 537 052 368 euros. RCS Le Mans 440 048 882, Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre OYON - 72030 Le Mans cedex 9 soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, sise 6 rue Taitbout - 75009 Paris.